

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Réaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

FRANCE	ETRANGER
Un an... 80 fr.	Trois mois. 28 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois. 56 fr.
Trois mois. 20 fr.	Un an... 112 fr.
Chèque postal Lente 655-02	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Ni affolement, ni bluff, mais de la vigilance !

La crise présidentielle vient d'atteindre l'un de ses stades prévus. Comme tout l'indiquait, Millerand n'a pu trouver un parlementaire de gauche pour constituer le cabinet qu'il tient essentiellement à envoyer devant les Chambres.

C'est donc à M. François-Marsal — qui n'a rien à refuser à l'hôte de l'Élysée — qu'est échue, en dernier ressort, la mission de constituer le ministère qui ira porter aux Chambres le message de l'Exécutif.

Le résultat de ce contact ultime ne semble faire aucun doute, même au Sénat, où Millerand croit trouver des amitiés, des encouragements qui ne se manifesteront pas.

Constitué lundi, battu mardi, le ministère serait donc démissionnaire le même jour si, toutefois, M. François-Marsal respectait, comme il l'a affirmé, la légalité et la Constitution. S'il en est ainsi, si les choses se passent normalement, mardi soir nous serons fixés. La crise présidentielle sera terminée et il n'y aura plus qu'à donner un successeur à Millerand. Il y aura eu, en somme, beaucoup de bruit pour presque rien.

Le fait que Millerand n'ait pas fait appeler Maginot, ou plutôt qu'il ne l'ait pas chargé de constituer le ministère de résistance est, certes, un indice de détente. La vigilance continue à s'imposer quand même. Maginot sera, néanmoins, l'une des personnalités les plus marquantes du Cabinet. Si, jusqu'à maintenant, il apparaît qu'il n'a point réussi à convaincre Millerand, à lui faire accepter l'idée d'un coup de force victorieux exécuté par les généraux réactionnaires, il ne convient pas d'écarter définitivement cette hypothèse. Elle reste vraisemblable, et rien n'indique que, acculé dans ses derniers retranchements, pressé par ses conseillers, Millerand n'acceptera pas demain ce qu'il refusait hier.

Et puis, François-Marsal peut ne représenter qu'une transition forcée, qu'une étape préparatoire inévitable et nécessaire au succès de l'entreprise projetée.

Sans attacher une importance exagérée aux propos contradictoires de la Liberté, il y a lieu de suivre très attentivement les événements, le déroulement de la crise. Et puisque nous avons, nous aussi, deux jours de répit, employons-les sérieusement à parfaire notre préparation. Même si cette préparation ne doit servir à rien, soyons prêts à agir. Bien criminels seraient ceux qui, faisant preuve d'un optimisme absolu, n'auraient rien prévu et feraient ainsi courir à la classe ouvrière de ce pays les plus graves périls.

Ce ne sont pas uniquement, qu'on le sache bien, deux clans politiques en présence qui se disputent, seulement le pouvoir. En tous les cas, ce n'est pas que cela. Tout m'autorise à dire que le véritable conflit est autre. Les vraies forces en présence, ce sont les deux grands courants qui existent au sein du capitalisme. D'un côté, il y a le capitalisme de droit divin, celui qui joue le tout pour le tout, qui se place nettement sur le terrain de classe et veut, en cette occasion, livrer la bataille décisive qui le débarrassera pour longtemps de son ennemi : le prolétariat. Cette partie du capitalisme, qui apparaît la seule logique, est-elle la plus adroite ? Rien n'est moins sûr !

En face, de l'autre côté, il y a la partie démocratique du capitalisme, celle qui croit que son rééquilibrage peut s'opérer avec le concours du prolétariat. Les sacrifices qu'elle est disposée à faire pour conserver la plus grande partie de ses privilèges, elle sait les compenser, et au delà, par les concours qu'elle obtiendra. Elle n'entend d'ailleurs pas que ces sacrifices doivent se perpétuer. Elle en limite la durée à celle de son réajustement. Après, lorsqu'un nouveau elle aura retrouvé sa stabilité après avoir incorporé dans ses rangs les éléments ouvriers dont elle a besoin — et qui seront ses éléments les plus sûrs dans l'avenir, — elle reprendra alors la lutte de classe, avec la même brutalité que sa rivale.

Quelle que soit la valeur des théories émises sur ces questions avant 1914, il est incontestable qu'elles ont été en partie démolies par les faits. Le grand capitalisme que nous avons devant nous est assez dissimulable de celui d'avant-guerre. Rester figé dans des doctrines que les événements n'ont point sanctionné complètement, les

prendre dans leur absolu, vouloir ignorer qu'à côté du but il y a la tactique — variable suivant les époques, — serait, à mon avis, commettre une lourde faute.

En ce moment, avant de lutter contre le prolétariat ou de faire un compromis avec la partie qui l'accepte, le capitalisme, divisé en deux fractions d'égale force, se dispute sur son terrain la suprématie.

La lutte à laquelle nous assistons est décisive. Le vaincu devra s'incliner, sans espoir de retour. Assister à ce duel en désintéressé, équivaut, pour le prolétariat, à accepter le joug du vainqueur à renoncer à sa mission historique. Il ne le peut. Tout s'y oppose.

Etudiant dans la Bataille Syndicaliste, en 1922, cette phase de la lutte sociale, je déclarais qu'en présence d'un coup de force, *quels qu'en soient les auteurs* — qu'ils soient de droite ou de gauche, — le prolétariat avait un rôle actif à jouer. Je n'ai pas changé d'avis.

Qu'on me comprenne bien. Ce rôle ne consiste pas à aider l'une des forces en lutte contre l'autre. Cette lutte ne nous intéresse qu'autant que notre sort, en tant que classe, est en jeu. Et nul ne le contestera, j'imagine ?

Le prolétariat, profitant de la bataille engagée entre les deux parties du capitalisme momentanément en désaccord pour une suprématie de méthode, a pour devoir de profiter de cette lutte et de tenter de se débarrasser de son adversaire.

Est-ce qu'un pouvoir chancelant ou naissant n'est pas plus facile à abattre qu'un pouvoir bien assis, homogène ? Est-ce qu'il n'est pas plus facile de venir à bout de deux ennemis divisés que d'un ennemi uni rassemblant toutes les forces, agissant avec elles sous un commandement unique, pour des buts identiques ?

Pour toutes ces raisons, et quels que doivent être les événements qui se précipitent, la classe ouvrière, sans se départir de son calme, de sa maîtrise, sans caresser des illusions, sans enfoncer la chimère, doit se tenir prête à agir, si les circonstances l'exigent.

Il ne s'agit ici ni de tenter l'impossible, ni d'essayer, hors des conditions nécessaires, d'accomplir une tâche impossible. Il ne s'agit pas d'avantage de marcher vers des expériences sentimentales et désastreuses. Ayons devant les yeux, présents à nos mémoires, les malheureux événements d'Allemagne, mais ne tombons pas dans l'indifférence, dans l'apathie ; n'oublions pas que le coup de force, c'est la dictature qui commence, et que, placés dans l'impossibilité de lutter, nous serions vaincus à coup sûr si nous laissons passer l'occasion d'agir et peut-être celle de vaincre.

Ce n'est pas après, qu'il faudra tenter de réagir, c'est immédiatement. Au coup de force, le prolétariat — TOUTES FORCES REUNIES — doit immédiatement répondre par la grève générale et prendre, pour sa sécurité, toutes les mesures utiles. C'est cette tâche-là que doivent étudier, envisager les organisations syndicales unitaires confédérées ou autonomes.

Peu nous importe que des journaux officieux, voire même officiels, interprètes de la pensée et des désirs des forces capitalistes rivales disent que nous faisons le jeu des uns et des autres.

Les ouvriers de ce pays n'ont pas à répondre à leurs mots d'ordre, à leurs appels, à défendre les uns contre les autres. Le sort du prolétariat est entre ses mains, et il entend ne confier à personne d'autre le soin de le défendre. Au reste, cela ne se peut. Il le sait. Aussi, négligeant tous les appels à l'aide, d'où qu'ils viennent, ne répondra-t-il qu'à ceux de ses organisations, de ses militants, si l'occasion lui en est donnée.

Son devoir est là et rien que là. A lui de le comprendre et d'être capable de le remplir.

Pierre BESNARD.

Apportez la thune mensuelle

Ce lundi de Pentecôte nos bureaux, 9, rue Louis-Blanc, seront ouverts le matin jusqu'à midi afin de permettre aux camarades de la région parisienne d'apporter leur souscription à la seconde tranche des cinq francs mensuels du LIBERTAIRE quotidien.

Qu'on se le dise.

Un grand meeting pour Acher

L'Union des Syndicats de la Seine organise, demain mardi, un grand meeting en faveur de « Shum ». Nous publions ci-dessous son appel, mais auparavant nous protestons contre une phrase qui s'y trouve incluse. Celle-ci :

« Les ouvriers espagnols et le Parti Communiste, toute action leur étant rendue impossible, ne peuvent empêcher les desseins du dictateur. »

Que vient faire là-dedans, si mal à propos, le Parti Communiste incertain d'Espagne ? Nous ne demandons pas à l'Union des Syndicats de parler des groupements anarchistes espagnols qui ont pris, et prennent encore, une grande part à l'agitation en faveur d'Acher, nous prions seulement nos syndicalistes-bolchevistes de ne point chercher à accaparer au profit d'un parti politique la grande figure de l'antipoliticien Acher.

Voici l'appel de l'Union des Syndicats de la Seine :

Le camarade J. B. Acher, bien connu comme caricaturiste sous le pseudonyme de Shum, est plus que jamais menacé. Sa vie est en grand danger.

La dictature militaire a gracié tous les brigands et criminels qui avaient été condamnés à mort. Mais Acher est toujours sous le coup d'une condamnation à mort. D'un jour à l'autre, notre camarade peut tomber sous le garrot.

L'assassinat du bourreau de Barcelone, il y a quelques jours, a servi de prétexte pour emprisonner quelques centaines de camarades. On veut encore en profiter pour assassiner Shum ! La féroce réaction espagnole a trouvé un bon serviteur dans Primo de Rivera. Le crime commis hier par Maura contre Ferrer, le dictateur militaire est tout prêt à le commettre de nouveau contre Shum.

Les ouvriers espagnols et le Parti Communiste, toute action leur étant rendue impossible, ne peuvent empêcher les desseins du dictateur. C'est aux ouvriers français qu'il appartient de ne pas permettre le crime qui se prépare. Shum, l'artiste révolutionnaire, espère que la solidarité du prolétariat révolutionnaire de France le sauvera.

Il faut sauver Shum ! C'est un devoir pour la classe ouvrière française.

Camarades français : pour protester énergiquement contre les arrestations et assassinats des camarades espagnols, pour sauver « Le Poète », nous vous invitons au Grand Meeting qui aura lieu dans la Maison des Syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles, demain mardi 10 juin, avec la collaboration d'orateurs espagnols et français. Venez en masse !

LE FAIT DU JOUR

Ils ont eu peur !

Pour faire un dictateur il ne suffit pas d'en rêver, il faut aussi avoir quelque cran.

Tout médiocre que soit, intellectuellement, un Mussolini, tout balourd que nous apparaisse un Primo de Rivera, il faut leur reconnaître le culot qui les a fait oser rompre avec le trantran constitutionnel et risquer la balle ou la bombe du justicier révolutionnaire.

Un Millerand n'a pas une telle envergure réactionnaire. Cet avocat de tout repos, comme son confrère Poincaré, ne sait être héroïque qu'avec les carcasses des poils qu'il envoya au massacre. Le cul sur un banc gouvernemental ou sur une timonerie présidentielle, Millerand veut bien régner. Mais quand il s'agit d'affronter la colère d'un peuple, le couard autoritaire ne marche plus.

Et cependant de qui tremblait-il ?

Ah ! certes, ce n'était ni de Painlevé (Paul-Prudent — oh ! si prudent !) juclé tout au haut des gradins de la présidence du Palais-Bourbon et ne sachant en bouger sans effroi, ni d'Herriot rougissant d'oser même ce que lui imposent les centaines de grenouillers du marais radical-socialiste. Celui-ci comme celui-là tremblaient de l'aventure extraconstitutionnelle dans laquelle Millerand semblait les entraîner. Et il fallait voir leur frousse à chaque fois qu'ils entendaient parler de descendre dans la rue pour y manifester la Volonté du Peuple. Non, ce ne seraient pas eux qui auraient convoqué leurs électeurs à troquer le bulletin-de-vote-de-tout-repos contre le brouillon du révolté. Ah ! non... Et nous les voyons mal à la tête d'une insurrection !

Cependant l'ombre de Caillaux grandissait derrière ces falotes silhouettes. Et Millerand, comme sers amis de l'état-major, savait bien qu'avec celui-là il fallait compter.

Aussi le tremblant bonhomme ne s'y est-il pas risqué.

D'autres peut-être oseront à sa place — un peu plus tard, s'ils croient le moment mal choisi aujourd'hui. Contre un Caillaux surgiront un jour des disciples de Léon Daudet qui auront su populariser un peu plus les théories d'Action française.

Mais, ce jour-là, il faudra, n'est-ce pas, les gars du Bâtiment, compter aussi avec les ouvriers révolutionnaires qui se dresseront, anarchiquement, contre toutes les autorités, contre toutes les lois imposées.

Et ceux-là sauront, ce jour-là, oser, de toute leur violence, plus fortement que tous les dictateurs du monde.

Une mise en garde

Les camarades organisés du Syndicat Unique du Bâtiment ne nous feront pas grief de hasarder qu'il est de notre droit d'émettre nos suggestions à propos des événements qui se déroulent à l'heure actuelle.

Les militants syndicalistes révolutionnaires considèrent qu'ils ne peuvent cesser de lutter pour l'émancipation des travailleurs tant que durera l'exploitation de l'homme par l'homme.

La motion dite Charte d'Amiens ne spécifie pas que la grève générale insurrectionnelle doit être l'arme à employer au moment opportun des offensives ?

S'il est du devoir des militants et des organisations syndicales de maintenir et de défendre les desiderata des ouvriers producteurs organisés dans la société bourgeoise, il est aussi de leur devoir de contrôler les agissements de la classe capitaliste. Ne point le faire serait dangereux.

De deux choses l'une : ou nous ne sommes que des cochons grognant seulement pour leur ventre, ou bien nous sommes une organisation économique des travailleurs à la recherche des moyens capables d'amener l'émancipation du travailleur par le travailleur lui-même, et ne gardant l'expectative que devant les moments peu propices.

Le S. U. B., organisation révolutionnaire, met en garde les corporants contre la situation gouvernementale actuelle, et leur conseille de suivre avec une attention soutenue et prévoyante, les querelles politiques qui se déclinent à l'heure présente et qui peuvent être grosses de conséquences pour le prolétariat.

Il paraîtrait que le Pourcœur de l'Élysée tient à y rester malgré la volonté du « suffrage » du 11 mai. Il veut sans doute démontrer aux capotins trop crédules l'utilité du bulletin de vote. Mais pense-t-on vraiment qu'il puisse s'en aller ainsi sans avoir conclu le pacte secret avec le Bloc des Gauches ?

C'est serait une vraie maladresse de sa part. Ne délient-ils pas la force résistante de la grosse industrie ? Or celle-ci désire avant tout garder ce qu'elle possède : le fonctionnement des rouages administratifs de la Société actuelle.

La lutte est donc bien aujourd'hui entre les différents partisans de l'Autorité (base de conservation de la propriété), et si nous n'en devons supporter les conséquences, ce genre de querelle ne devrait pas avoir d'importance pour nous. Mais prévoyons bien ce qui peut advenir.

Supposons que le Bloc National triomphe après avoir réussi à persuader le Bloc des Gauches (qui a bien intérêt à l'être), celui-ci ne fera pas appel à ses votants pour lutter contre les potentiels de la grande industrie, il perdra ainsi ses droits à l'autorité que lui ont conférée les suffrages dans ce cas. Et après toutes ces sinagrees hypocrites nous pourrions en tant qu'organisation ouvrière constater une fois de plus que les loups ne se mangent pas entre eux.

Si les choses devaient atteindre ce point ridicule, la situation de la classe ouvrière serait encore rendue plus difficile qu'elle ne l'est. Les politiciens affairistes du Bloc dit « des Gauches » auraient perdu ainsi leur autorité morale en préférant s'allier avec leurs ennemis du 11 mai, plutôt que de permettre à leurs esclaves de lutter pour leur droit à la vie. La répression, alors, viendrait de rigueur, pourrait-il en être autrement, après l'état d'esprit réveillé dans la masse par les belles paroles d'espoir des candidats ?

Si au contraire le Bloc des Gauches tenait à gouverner démocratiquement en s'appuyant sur ses électeurs, ce serait alors la lutte révolutionnaire ouverte pour ainsi dire dans la légalité. L'armée, la flicaille, les moyens de corruption et de délation, entreraient dans la lutte armée des pieds à la tête, et bien déterminés cette fois à nous imposer un Mussolini gauchard.

En présence de ces complications, il est nécessaire de tenir notre esprit en éveil, et de parler selon nos intérêts à ce fatal coup de force.

Je sais bien que beaucoup d'ouvriers diront : « Nous saurons bien nous mettre sur leur chemin pour leur barrer la route. » Tant mieux. Mais tous les dangers ne se valent pas pour cela écartés pour nous, syndicalistes révolutionnaires.

Pendant que le Bloc des Gauches manœuvrera en effet, le plus possible, pour dominer le mouvement, quitte à nous mitrailler ensuite pour nous imposer ses lois d'autorité. Pendant que nous lutterons contre les fascistes gauchards, nous trouverons encore devant nous un autre facteur politique : le Communisme moscovite. Celui-ci, pendant qu'on sacrifiera les meilleurs d'entre nous sur les barricades, essaiera d'accaparer lui aussi à son profit la direction future de la Société. Le danger en sera très grand pour nos organisations syndicales révolutionnaires. Car les communistes essaieront de créer la division parmi les ouvriers révolutionnaires, cela dans le but de désaxer l'action des militants purement syndicalistes, de les discréditer aux yeux des masses, et de les ravalier au niveau des contre-révolutionnaires.

Jamais la situation sociale n'a été plus troublante pour nous qu'elle ne l'est à l'heure actuelle. Jamais peut-être elle ne sera plus difficile. C'est donc ici une mise en garde que fait le S. U. B. en tant qu'organisation syndicale révolutionnaire.

Camarades, ne nous laissons pas déborder et impitoyablement massacrer par les politiciens dont nous devons être et serons toujours les têtes noires. Ne leur permettons pas de prendre nos cadavres pour tremplin. Si nous devons nous décider à trapper fort, que ce soit jusqu'au bout, pour

CHEZ LES FAISEURS DE LOIS

Un exemple à suivre

Les ouvriers qui se tuent à la peine devaient bien regarder du côté du Palais Bourbon et voir avec quelle facilité ces messieurs les législateurs gagnent leur pitance, peut-être, alors, seraient-ils conduits à faire comme eux.

Ah ! oui, ce qui se passe là-bas dans l'autre devrait bien servir d'exemple à nos nombreux ouvriers pour qui la journée de huit heures est un mythe.

Hier, les députés ont siégé vingt minutes. VINGT MINUTES ! Vous entendez, prolétaires et badauds d'électeurs.

A l'ouverture de la séance les huissiers de la Chambre sont au banc des ministres pour empêcher les bolchevistes de s'y mettre. C'est grotesque. Et puis pourquoi ne point faciliter à M. Marcel Cachin et à ses amis leur apprentissage total d'hommes d'autorité ?

Enfin, passons... Et apprenez, camarades lecteurs, que les députés se réuniront hier pour déclarer par 348 voix qu'ils se réuniront aujourd'hui.

L'ANTIPARLEMENTAIRE.

Ils ont peur des mouvements de la rue

Ah, non ! ce ne sont pas nos blocards de gauche qui eussent opposé une digue sérieuse au fascisme si Millerand avait montré un peu plus de cran nationaliste.

Nous nous en doutions déjà avant que le Quotidien ne publiât avant-hier, en première page, ces sottises peureuses de M. Alexandre Varenne, vice-président de la Chambre :

« Il n'est nul besoin d'agitation hors du Parlement. La majorité du 11 mai suffit à sa tâche. Tout mouvement de la rue, spontané ou préparé, ne pourrait que desservir la cause des républicains. »

« Et nous tiendrons pour dangereux et même pour suspects les appels qui pourraient être adressés à la population, en vue de manifestations hostiles. »

« Le peuple n'a qu'à intervenir. Si les événements rendaient nécessaire le recours à l'agitation populaire, c'est aux chefs de la gauche, aux dirigeants des partis qui la composent, et à eux seuls, qu'il appartenait de la provoquer et de la diriger. »

« Attendons dans le calme le dénouement légal du conflit. C'est l'affaire de quelques heures. »

Vous aurez le Pouvoir, messieurs les socialistes, vous l'obtiendrez même légalement, gare ! alors, aux mouvements de la rue que votre arbitraire et vos crimes de gouvernants susciteront.

LUGUBRE DECOUVERTE

Au bois de Boulogne on trouve un cadavre ficelé

Ce matin, à six heures et quart, un passant, M. Antoine Courtine, qui se promenait au Bois de Boulogne, a découvert dans un taillis, non loin de la porte de l'hippodrome, exactement à deux cents mètres du carrefour de la route des Réservoirs et de l'avenue de l'hippodrome, le cadavre d'un homme ficelé dans un serpillière et dont la mort semblait remonter à plusieurs jours.

Le sinistre paquet fut ouvert, découvrant un homme ligoté, dont la tête était repliée sur les genoux.

La victime, dont le linge paraît soigné, est chaussée de souliers dont les talons sont neufs. Elle était habillée, par contre, de vêtements assez usagés. Elle ne portait aucun papier d'identité.

La victime paraît âgée de quarante à cinquante ans, de condition modeste, la taille est de un mètre soixante-dix, les cheveux sont châtains. Elle porte une petite moustache.

D'autre part, le pantalon et le veston sont gris, le gilet est bleu et la chemise blanche. La victime avait un chapeau de paille.

Des blessures ont été relevées sur le crâne.

Le crime semble avoir été commis il y a une dizaine de jours.

Des marques de blanchisseuse ont été découvertes. La flanelle porte les lettres B. C., et la chemise C. X. 17-23.

Le cadavre a été envoyé dans le courant de la journée à l'Institut médico-légal pour l'autopsie.

notre libération, et soyons résolus, déjà, à ne point permettre, quand nous aurons dépensé tant de courage, que d'autres que les producteurs dirigent encore notre production.

Quand les circonstances nous sont favorables allons à la bataille, et gardons sans jamais abandonner la lutte, notre propre terrain. Pour cela sachons nous méfier des endormeurs, et sachons ne pas sourire à de nouveaux maîtres.

Pour le Syndicat Unique du Bâtiment : CORRE.

Sur les causes de la « Défaite de l'anarchisme » dans la Révolution russe

(Suite et fin)

En réexaminant et me remémorant tout ceci, j'ai envie de demander aux camarades : Quelles précisions, quelles concrétisations, quelle clarté leur faut-il encore de plus ? Que faut-il généralement nommer concret dans une révolution ? Des réponses précises à la question « que faire ? » sont-ils imaginables d'avance pour une révolution ? Des programmes pratiques précis sont-ils imaginables ? Sont-ils possibles ? Sont-ils nécessaires ?... Dans la marche même de la révolution, est-ce que les masses demandent qu'on leur mette le nez dans chaque affaire, qu'on leur souffle à chaque pas ce qu'elles doivent faire ? Mais s'il en était ainsi, alors l'auto-action des masses et une révolution fructueuse sont-elles en général possibles ? Et ne s'y trouve-t-il pas une contradiction profonde ?... Si c'est ainsi, qu'aurait les camarades qui pleurent après des réponses plus précises à la question « que faire ? » essayent de donner des recettes d'apothéaires... Je suis enclin à croire qu'ils ne les donneront jamais, car cela n'existe pas et ne peut pas exister. Ou bien les camarades seront réduits à quitter la plate-forme même de la révolution... Je dis que les masses dans la révolution ne demandent nullement à chaque pas : « Que faire ? », et n'ont pas besoin qu'on leur présente des recettes toutes faites. (Du moins, personnellement, je n'ai jamais observé ce phénomène.) L'aspiration aux réponses pratiques s'est transformée, chez certains de nous, après l'échec russe, en une sorte d'idée fixe, explicable partiellement par cette épidémie de blâme exagéré d'après la révolution, compréhensible aussi dans une certaine mesure par l'apparente concrétisation des « réponses » et la « victoire » bolchevistes. Je les considère comme des exagérations considérables, et j'estime qu'il est grand temps de modérer quelque peu l'un et l'autre. — Quant à l'organisation, nous avons certes dans ce domaine un motif incomparablement plus sérieux et plus réel d'auto-critique et de recherches de voies plus justes. Parmi les défauts dont nous pouvons nous faire un grand reproche, le plus essentiel est le défaut d'organisation. Sous ce rapport, les anarchistes doivent faire un grand pas pratique. Il leur faut trouver une forme d'organisation propre et s'y employer énergiquement. Pourtant, ils n'y doivent pas non plus tomber dans des abus et croire que notre organisation meilleure pourrait être dans la révolution un facteur décisif. Ici non plus, nous ne devons pas nous tromper sur le rôle et la portée apparents des partis « organisés », ni nous ranger à leur mode.

La conclusion définitive est claire : le bolchevisme a « vaincu » et l'anarchisme a été « défait » dans la révolution, aucunement parce que le premier a été soi-disant concret et organisé, le second non. Les causes immédiates décisives, principales, reposent dans un tout autre domaine. Parmi les causes immédiates véritablement principales de la non réalisation de l'idée anarchiste dans la révolution de 1917, l'une des premières que je veux souligner fortement ici, était l'absence en Russie, jusqu'à la révolution, d'un vaste réseau d'organisations travailluses de classe, solides, fermes, ayant un passé historique et ayant accompli une certaine route d'évolution, d'une expérience et d'une lutte d'idées. (J'entends non seulement les organisations étroitement professionnelles, spécialement syndicalistes ou industrialistes, mais les unes et les autres, en un mot — n'importe quelles organisations de classe des ouvriers et paysans à caractère professionnel productif et de consommation.)

Les idées concrètes, la propagande active, les indications claires et l'activité pratique des anarchistes ne manquaient pas. Ce qui manquait, c'étaient les absorbateurs, les récepteurs, les réservoirs, tout cet appareil concret qui aurait lui-même dû être prêt à attraper au vol, à enraciner, à répandre et à concrétiser ces idées. Les idées libertaires étaient semées en l'air et se dispersaient, ne rencontrant nulle part de « postes récepteurs ». C'est pourquoi elles ne pouvaient pas se matérialiser dans la vie par des cellules sociales déterminées. Il n'existait pas d'organes qui, après réception de ces idées, auraient pu en être un écho vibrant, fonder sur elles, d'eux-mêmes, leur cause réelle et, de cette façon, opposer une conception et une action révolutionnaires de classe indépendantes à la doctrine et la pratique politiques de parti.

C'est surtout pour cela que nos constructions ne sortaient généralement pas des limites de l'étroit milieu libertaire. (C'est-à-dire qu'elles en sortaient, mais se dispersaient dans le vide, sans pénétrer dans les vastes masses paysannes et ouvrières.) De là le détachement des vastes masses laborieuses de l'anarchisme qui facilitait aux bolcheviks la destruction des anarchistes.

N'ayant pas leurs organisations de classe prêtes à agir, elles étaient fatalement sans secours en face du bolchevisme s'emparant avidement et violemment de ce champ d'action. Elles le lui cédèrent, y étant poussées par la force des choses (certes, d'autres motifs secondaires s'y ajoutaient), car pour que les masses ouvrières puissent marcher par leur voie de classe indépendante ; pour qu'elles puissent accueillir et commencer de réaliser les idées libertaires ; pour que les anarchistes puissent sortir sur cette base des limites de leur milieu étroit, se lier solidement et activement avec les vastes masses, — non pas par la voie d'une démagogie et d'une pratique politique de parti, mais en conservant leur essence anarchiste, — non seulement leur présence était indispensable, mais aussi et surtout un travail énorme et vif d'idée et de création accompli par un réseau vaste et solide d'organisations de classe qui, seules, auraient pu accueillir l'idée libertaire, éliminer les bolchevistes, absorber les anarchistes, rendre cette idée objet de discussions, de travail, d'expériences, de constructions... Ces organisations manquaient. Certes, elles furent créées pendant la révolution, et rapidement. Mais il était trop tard de s'armer quand la lutte battait son plein. Pour que ces jeunes organisations bédées à la hâte, sans expérience, sans une évolution idéologique dans le passé, aient pu, déjà dans la révolution en marche, avoir le temps de saisir la conception anarchiste, de l'assimiler et d'en faire une réalisation pratique (potentiellement elles pouvaient assu-

rement le faire), — il aurait fallu que tous les révolutionnaires fussent des anarchistes. Soulignons encore une fois que nous étions peu nombreux et que ce ne fut qu'avec un grand retard que nous avons pu développer notre œuvre dans la révolution, que nous avions trop peu de temps à notre disposition, puisque, au printemps de 1918, nous étions déjà brisés. C'est la paix de Brest-Litovsk, comme on le sait, qui joua un rôle décisif dans la « victoire » des bolcheviks. C'est alors qu'ils se sauvèrent eux-mêmes en tuant la révolution et en brisant la résistance marquée des masses contre leur arbitraire dictatorial. Je suis convaincu que s'il y avait eu, à ce moment fatal, non des masses pulvérisées, non des organisations bédées à la hâte, mais des organisations de classe des ouvriers et des paysans préalablement développées et actives, la paix de Brest-Litovsk n'aurait pas été signée, notre attitude négative à son égard serait devenue l'attitude ferme des masses organisées, et les bolcheviks auraient perdu la partie.

VOLINE.

Les Intellectuels de France s'adressent au Gouvernement russe

De nouvelles personnalités du monde des lettres et des arts ont répondu à l'appel du « Groupement de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie ».

Très volontiers je joins ma signature à celle des grands confrères qui appuient le Groupement de Défense dans sa protestation contre l'emprisonnement des intellectuels russes.

Avec tous mes vœux de bon succès pour votre campagne.

Emile GUILLAUMIN.

Je crois que c'est un devoir pour tout homme libre de défendre la Révolution russe contre elle-même.

LUCE, peintre.

Comme homme, je ne demande pas mieux que de signer la protestation — et je la signe. Il est probable — et il est certain — que si, par la vertu d'un coup de baguette, j'étais demain dictateur à Moscou, j'ouvrais toutes les prisons. Mais je ne suis pas du tout sûr que ce geste ne contribuerait pas à écraser dans l'œuf l'organisme naissant représenté par la République soviétique. J'ai écrit un livre, « La Danse sur le Feu et l'Eau », — le moins mauvais, je crois, de mes ouvrages —, pour essayer de démontrer que nul organisme nouveau n'avait vu et ne verrait jamais le jour sans déchirer les muscles de sa mère, et répandre de son sang. Je crois la terreur soviétique nécessaire à l'avènement du communisme russe, comme je crois que la terreur française a préparé l'avènement de l'individualisme bourgeois — lequel fut, malgré ses crimes, malgré sa sédition actuelle, une grande et féconde chose.

Mais, encore une fois, je suis homme, et je signe ton inutile pétition — lâchement.

Elie FAURE.

N. D. L. R. — Elie Faure a le tort de confondre la Révolution russe avec la clique léniniste qui l'a étranglée.

J'approuve pleinement votre campagne en faveur des victimes de la dictature roumaine, et je vous envoie bien volontiers mon adhésion. C'est chose monstrueuse que des gens qui se recommandent des principes de liberté, d'égalité, d'humanité, les appliquent de la même façon que les républiques bourgeoises, et qu'ils assassinent, au nom même de la Révolution, ceux qui ont commis le crime de trop aimer la Révolution. Ils n'ont certes point accompli au fond d'eux-mêmes la seule révolution efficace : celle de l'Esprit. Tous les gouvernements se ressemblent, dès qu'il s'agit d'opprimer quiconque les gêne. Il n'y a vraiment aucun avantage à remplacer des dirigeants par d'autres aussi autoritaires et tyranniques, plus autoritaires et tyranniques même que leurs prédécesseurs, exerçant les pires représailles contre ceux qui entendent conserver leur droit de penser librement sous tous les régimes.

Gérard de LACAZE-DUTHIERS.

Les travailleurs français au secours de leurs frères martyrisés en Russie

Le mouvement de protestation contre les persécutions des révolutionnaires russes par l'immonde Tcheka grandit de jour en jour. C'est le prolétariat français tout entier qui se dresse contre les féroces méthodes d'extermination des dictateurs de Moscou.

Après les travailleurs de Marseille, ceux de Troyes avaient formé leur section du Groupement de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie. Aujourd'hui nous enregistrons la formation de sections à Lyon, à Saint-Etienne et à Loriot.

Dans ces trois villes des meetings sont en préparation, ainsi que dans plusieurs autres villes. Nous annoncerons ces meetings incessamment.

(Adressez toute la correspondance à Jacques Réclus, 3, rue Lagrange, Paris (V)).

JEUDI 12 JUIN
GRAND MEETING pour l'Amnistie
A LA MAISON DES SYNDIQUES
163, Boulevard de l'Hôpital, Paris (13)
Orateurs inscrits : Suzanne LEVY et COUSSINET

SECRÉTAIRE FÉDÉRAL ET CONSEILLER MUNICIPAL

Non, Midol, les cheminots ne le toléreront pas

Lorsque se constitua la C.G.T.U., toutes les fractions qui composaient à ce moment la minorité étaient au moins d'accord pour condamner le fonctionnarisme syndical. Toutes reconnaissaient aussi, qu'il y avait incompatibilité entre les fonctions politiques et syndicales.

Député, hélas ! les choses sont bien changées. L'armée des fonctionnaires inamovibles s'est constituée. Comme dans l'ancienne C.G.T. on passe d'une fonction à une autre, du syndicat à la fédération, de la Fédération à la C.G.T.U. ou vice-versa. Malgré tout nous n'en étions encore qu'un fonctionnarisme et notre surprise n'était pas extrême.

Député, le Congrès de la Fédération des cheminots, nous sommes engagés sur une nouvelle voie, beaucoup plus dangereuse que l'autre.

En effet, Sémard cède la place, et à qui ? A Midol ! pas moins !

Ainsi dorénavant, nous aurons l'avantage (?) de posséder comme secrétaire de la Fédération des cheminots, le conseiller municipal de la Seine.

La question dépasse d'ailleurs Midol et de loin. C'est le principe qui est en cause, c'est le précédent qui se crée. Le Congrès des cheminots n'avait pas le droit de désigner Midol au secrétariat fédéral. Comment ? Aux termes des statuts fédéraux et confédéraux, pour être candidat à une fonction politique, un secrétaire de syndicat, de fédération, d'union départementale ou de C.G.T. doit au préalable, donner sa démission et maintenant on tolérerait qu'un conseiller municipal de Paris, rétribué comme tel, puisse, sans donner sa démission de ce poste, devenir secrétaire fédéral. Qu'il se trouve un Conseil fédéral pour proposer cela et ce qui est pis un Congrès pour le sanctionner, c'est inimaginable.

Par dessus le Congrès, les cheminots unitaires doivent mettre Midol en demeure de choisir. Ou secrétaire fédéral ou conseiller municipal de Paris. Mais pas les deux à la fois ! Non, Midol, nous n'accepterons pas cela.

Nous y reviendrons d'ailleurs si cela est nécessaire.

Millerand a trouvé un Ministère

Voici, sauf changement de dernière heure, comment il se composera :

Prés. du Cons. et Finances...	François-Marsal
Affaires étrangères...	Lefebvre du Prey
Guerre...	Magniot
Intérieur...	Reibel
Marine...	Landry
Travaux publics...	Le Troquer
Travail...	Jourdain
Justice...	Antonin Ravier
Colonies...	Fabry
Agriculture...	Capus
Commerce et P.T.T.	Louis Dubois
Instruction publique...	Flandin
Régions libérées...	Marin

Ces ministres se présenteront devant les Chambres sans doute demain mardi. Ils y seront, certainement, mis en minorité après avoir lu un message du président de la République. Et, tous ensemble, M. Millerand compris, remettront leur démission.

Après, ce sera la curée pour les requins gros et petits du Cartel des Gauches.

De la Poudre aux yeux...

Londres, 8 juin. — On parle beaucoup, dans les milieux aristocratiques et ouvriers, de l'initiative originale autant que hardie que vient de prendre le duc d'Argyle. Celui-ci en effet vient de passer toute la semaine en qualité de manoeuvre maçon à Inverary Castle en Ecosse, sur sa propre propriété, travaillant avec les autres ouvriers, portant leurs habits de tous les jours, c'est-à-dire une chemise de laine grise et un large chapeau de Balmoral.

Le duc veut ainsi contribuer à l'érection d'un beffroi dans lequel sera construit un carillon. Il a travaillé au tarif corporatif ordinaire.

Il est de dire que le duc d'Argyle est aussitôt devenu très populaire parmi les ouvriers maçons (Radio).

Et oui ! le peuple bonasse est ainsi fait, il se laisse toujours rouler par ceux qui savent le « cajoier ».

À Paris, il applaudit un Marty avec la chemise très peupée. Là-bas, à Londres, il fait comme à Paris.

Inauguration du monument Emile Zola

La vérité est en marche et rien ne l'arrêtera.

Il n'est de justice que dans la vérité, il n'est de bonheur que dans la justice.

Emile ZOLA.

Le monument Emile Zola sera solennellement inauguré le 15 juin.

La population parisienne tout entière tiendra à rendre hommage à l'écrivain illustre dont l'œuvre — presque tout entière consacrée à la glorification de la capitale — a évoqué si magnifiquement le mouvement, la vie et la grandeur de Paris. Et elle tiendra aussi à exprimer ses sentiments de gratitude envers celui qui, dans une circonstance inoubliable, a lutté avec un désintéressement sublime pour la Justice et pour la Vérité.

PROGRAMME DE LA JOURNÉE EMILE ZOLA

1^h A 10 heures : Inauguration officielle du monument, à l'intersection de l'avenue Emile-Zola et de la rue Viollet (15^e) ;

2^h A 15 h. 30 : Le Comité du Monument ira déposer une palme au Panthéon, sur la tombe d'Emile Zola. Toutes les organisations démocratiques, ainsi que les groupements syndicaux et ouvriers sont invités à se joindre à lui ;

3^h A 20 h. 30 : Solennité civique, littéraire et musicale au Trocadéro.

(Voir dans notre numéro de demain le programme de cette solennité.)

QUELQUES PEINTRES

Jeffay

Au fond d'une cour où les horizons parisiens sont à tout jamais lannis, réfugié dans son petit logis de Montmartre, riche d'art, de modestie et de pauvreté, le jeune peintre Jeffay travaille malgré le recule, ment impossible, une installation de fortune et les difficultés de vivre.

Il a grand comme un monchoir de poche de ciel à contempler, et pour augmenter son dégoût de la cohue qui envahit le haut Montmartre pour des dégrèlements nocturnes, les chansons grasses des fritures et des femmes installées aux terrasses des restaurants de la place du Tertre, à deux pas, lui parviennent interminablement répétées comme une insulte à son courage et à sa solitude.

Quelquefois las il part, il fuit, dirai-je mieux, et dans le bourdonnement des vieux quartiers prolétaires de la rive gauche, de l'île Saint-Louis, du IV^e ou de Belleville, parmi le mouvement des foules et des maisons, il tente de trouver des motifs à ses désirs de peindre et de saisir la ligne toujours fuyante et sans cesse renouvelée.

« Je cherche ! » dit-il. Ce mouvement le captive, l'entraîne, le domine. Mais le beau mouvement qui règle les rapports des hommes avec la vie, il le possède dans ses cartons toute une série d'études sur les types populaires de la rue, camelots, vagabonds, concierges, marchands de quatre-saisons, saumabanes, etc., esquissés mais déjà pleins d'humour et de pénétration psychologique.

Mais c'est surtout dans les aquarelles qu'il expose en ce moment dans son atelier, et que tout le monde peut aller voir jus qu'à 12 juin, qu'apparaissent les tourments de ses recherches et la valeur de ses trouvailles, résumées dans la modestie de ces mots :

« Je cherche ! »

Jeffay serait suffisamment fort pour peindre n'importe quoi, n'importe où s'il voulait vendre au milieu de la banalité des peintres de boudoirs et de salles à manger. Car il reçoit en Angleterre, son pays, les enseignements supérieurs des écoles de peinture officielles, et cela fut pour son malheur, puisqu'il y obtint une médaille d'or, et n'a pu se débarrasser totalement d'en subir les influences. Toutefois, il s'y efforce. Il poursuit la ligne avec patience, accumulant étude sur étude, pour extraire le principal et rejeter le superflu. Il retranche à la réalité, la condense, il n'interprète pas ses paysages, il les recrée. Et il invente à l'occasion la ligne qu'il fallait pour les réaliser pleinement. Les deux aquarelles « Paysage vu d'un train » et « Étude sur la Seine à Gennevilliers », parmi celles qu'il expose actuellement, sont à cet égard la représentation la plus typique de ce qu'il cherche et de ce qu'il veut.

Jeffay est le peintre des grands espaces. Les proches environs de Paris, Aubervilliers, Alfortville, Puteaux, Levallois, leurs usines et leurs lieux de brumes et de noirs, les chemins, les gazomètres et le profil lointain et crémeux du Sacré-Cœur ; la zone avec ses perspectives tassées, et le jaillissement des maisons modernes ; les fortifications, le Sémaphore à magnifiques rebâillies de ses Notre-Dame et de ses Pont-Marie par ses grues, ses ponts, ses débarcadères, ses ponts de fer et ses ateliers riverains, sont les thèmes favoris qu'il module à l'infini.

Il prépare un album de lithographies sur Montmartre. Non pas de ce Montmartre (Mimi Pinson, Lapin Agile, rue Saint-Vincent, cher aux fumeurs de pipe à la 1890) mais du Montmartre aux grands chevauchements de plans et de volumes, aux perspectives nombreuses et chaotiques, aux rues sans point de fuite et sans fond, où se révéleront ses soucis de construction et de forme.

Sans appui des critiques, peu expert aux combinaisons rémunératrices, Jeffay n'eut pas toujours les encouragements nécessaires. Il ne s'en désola, ni ne les rechercha. Il sait qu'il a quelques amis qui le comprennent et qui l'aident, et que c'est bien suffisant pour rester soi-même et s'affirmer.

Tristan REMY.

Nos Échos

Oraison funèbre.

Qu'un capitaine aviateur ait descendu un gardien de la paix, la perte sociale est minime ; comme les plantes parasites, le Flic est fécond : il germe au coin des rues, croît au moindre carrefour, s'épanouit sur les places publiques, si bien qu'aux jours de manifestation ça grouille comme des poux sous la casquette à Marty.

Mais cet occis qui, le bâton à la main, avait, par les artères de la capitale, la majesté redoutable d'Hercule brandissant sa massue, jouait en réalité un double rôle dans la comédie urbaine : rentré chez lui, il troquait la livrée de Naudin pour le prosoquo harnais de pipelot. Là, cirant les escaliers, il s'entraînait, nonobstant et subsequmment, au passage à tabac des pauvres bougres que mainte cressonnée bien tassée gratifie d'une joie exubérante.

Il n'avait aucun terme à payer, ce qui ne l'empêchait pas de palper, sous la rubrique logement, une indemnité annuelle de douze cents francs.

Son cas n'est pas unique : ils sont nombreux, dans la ville lumière et sa périphérie, les gaillards de sa profession qui savent s'offrir confortablement un gîte plus que gratuit, tandis que les travailleurs, sur lesquels ne se déverse pas chaque trimestre la même administrative, sont contraints de transporter leurs pénates onéreux dans des taudis infects ou de crasseux moulins.

Un sergent de ville n'est plus ; ne vous en faites pas pour lui ; il avait entre les dents l'obole que réclame Caron avant de laisser traverser le Styx.

○○○

Qui a écrit cela ?

« Par sucroît, les travailleurs connaissent le personnage ! Ils savent sa vie politique. Ils ont assisté à ses palinodies depuis le jour où, après avoir été par eux poussé au pouvoir, il les a trahis honteusement et s'est engagé au service de la bourgeoisie la plus rétrograde. De ce fait, ils professent pour sa personne un profond mépris ; ayant recueilli depuis longtemps les preuves multiples de son cynisme, ils

se demandent ce qu'il prépare derrière sa résistance présente. »

Cela a paru dans la Pravda de samedi, édition de Paris, c'est signé Marcel Cachin et adressé à Millerand.

Mais cela pourrait être signé Millerand et s'adresser à Cachin. Les palinodies, ça les connaît tous les deux.

La trahison honteuse au service de la bourgeoisie fut pratiquée par Cachin pendant la guerre avec autant de cynisme qu'on a actuellement le Millerand du milliard des Congrégations.

Il y a une nuance pourtant. Marcel est moins « résistant » qu'Alexandre, il se pèle plus vite aux nouvelles majorités.

○○○

Le Concours de l'Œuvre.

Notre confrère « l'Œuvre » vient d'ouvrir un concours assez curieux. Il a d'ailleurs déjà commencé dans les couloirs de la Chambre depuis l'ouverture de la crise présidentielle qui a donné à celle-ci beaucoup de loisirs. Il s'agit en effet de savoir, de deviner quel jour, quelle heure et à quelle minute exacte « le camarade Marty changera de chemise. »

C'est un concours peu banal et qui réclame pour le moins un flair aussi remarquable que celui du plumier de volailles. Nous voulons espérer que les lecteurs du « Libertaire » participeront à ce concours, et sauront gagner le prix principal qui est un poste de nourrisson à vie dans le service d'alimentation de la tribu des grands révolutionnaires qui ont tous « un idéal bien conçu et d'élevés sentiments. »

La Vie des Lettres

Panaït Istrati

C'est là un écrivain que bien peu connaissent encore et dont un éditeur parisien va publier un livre curieux.

Figure peu commune, certes, que celle d'Istrati. Ouvrier, ou plutôt vagabond romain, il a, durant vingt années, erré à travers l'Orient méditerranéen. Exercant tous les métiers, connaissant toutes les aventures et toutes les misères, il a mené sa vie le long des routes de Turquie, de Grèce, d'Égypte, de Syrie, etc.

M. Maurice Martin du Gard, dans Les Nouvelles Littéraires, nous le présente : « Istrati, qui n'a pas quarante ans, est un véritable autodidacte. Sa Sorbonne, c'est le hasard ! L'étonnante destinée ! A quatre ans, il ne domptera ce démon de vie qui le possède, ni cet appétit de connaître sans cesse des hommes nouveaux, de quitter l'aveu de leurs déchirements ou de leurs ambitions, de leur offrir un cœur exalté. Garçon d'auberge, il endure les pires traitements. A-t-il découvert quelque conteur pour se distraire d'une existence monotone que l'on vient le battre sur sa lecture. Il n'est pas d'avantage le maître de sa nuit : « Vous devez travailler pour moi, et dormir pour moi, afin de mieux me servir à l'aube », lui jette son patron. Il le fuit et le voit chaudiromnier. On se raconte facilement dans les tavernes de Beyrouth, de Damas. Quels trésors de sentiments se déversent sur ces tables poisseuses ! Istrati essaye de nouveaux métiers. Et lorsque, malade, il échouera en Suisse, après avoir parcouru toute l'Asie Mineure, il est peintre, écrivain, écrivain. »

Et cette existence douloureuse continue : « Istrati se détourne alors de ses enseignements ; il plante des poteaux de télégraphe ; ensuite il laboure entre Villeneuve et Sion, avec un tracteur agricole. En 1918, réformé, atteint plus profondément par la misère et par la maladie, on le soigne au sanatorium de Sylva-sur-Lauzanne. A l'un de ses voisins, comme il confie ses préoccupations littéraires, et les vœux qu'il forme en vain de rencontrer une œuvre humaine où résonnerait l'écho de ses propres tourments : « Mais elle existe, cette œuvre ! », lui fut-il répondu. Et Istrati se jette sur Jean Christophe.

« Manœuvre au garage Peugeot, à Genève, il se cache derrière les camions, et Romain Rolland lui tire enfin les larmes qu'il espérait. Sur ces entrefaites, il apprend par les journaux que son maître vient de descendre à l'hôtel Victoria d'Interlaken. Il lui envoie aussitôt une lettre de vingt pages dans laquelle il conte sa vie tout entière. La lettre pathétique est retournée, hélas ! son destinataire est parti sans laisser d'adresse. Et comme il arrive souvent aux écrivains glorieux, aux vedettes de cinéma, la direction de l'hôtel où ils ont passé tout juste une nuit proclame toute la saison qu'elle les a charmés et retenus pour toujours. Romain Rolland était bien descendu à Interlaken, mais il n'y était resté que dix heures. Istrati, qui ne pouvait soupçonner ces mystères de la publicité, fut naturellement persuadé que Romain Rolland avait refusé sa lettre, et il en conçut l'amertume que l'on pense. Jouve s'offrit bien à communiquer à Romain Rolland la lettre d'Istrati, mais, par un excès de pudeur, celui-ci était décidé à se passer de tout intermédiaire, fût-il le poète des Heures. En 1919, il errait à Nice, et dans l'impossibilité absolue d'obtenir un emploi quelconque, considérant l'inutilité de son existence, il se coupa la gorge ; on trouva dans sa malle la lettre qu'il avait écrite à Romain Rolland, qu'elle finit par atteindre. Mais Istrati ne s'était pas tué ! Six mois après, à sa sortie de l'hôpital, il trouva la réponse de Rolland : « Ce n'est pas seulement parce que vous souffrez que votre lettre m'a ému. Non, c'est parce que l'y vois l'être, par delà, le feu divin de l'âme... Je ne sais pas ce qu'il adviendra de cette force qui est en vous. Il se peut que le meilleur d'elle se soit brulé, se brûle en des passions, mais elle est en vous. »

Puis, peu à peu, c'est l'œuvre qui se réalise malgré les difficultés de la vie matérielle et aujourd'hui, enfin, Istrati touche au succès.

Son premier livre, Kyra Kyrallina, paraît ces jours-ci.

Georges VIDAL.

En vente à la Librairie Sociale, 9 rue Louis-Blanc, Paris.

LILULI

par Romain Rolland

6 francs. — Franco, recommandé : 6 fr. 55.

A travers le Monde

ITALIE

150 FOLLES EN QUATRE JOURS

Naples, 8 juin. — Cent cinquante femmes, atteintes de folie, ont été reçues en quatre jours à l'asile d'aliénés. Le directeur de l'établissement, débordé, a convoqué d'urgence une commission spéciale pour décider les mesures à prendre.

PORTUGAL

LES REVOLTES SE SONT RENDUS

Lisbonne, 8 juin. — Les vingt-neuf officiers aviateurs portugais qui étaient mutinés au camp d'aviation d'Amadora, pour protester contre la destitution de leur chef, se sont rendus au colonel commandant les troupes qui faisaient le siège du camp.

JAPON

MANIFESTATION ANTIAMERICAINE A TOKIO

Tokio, 8 juin. — Un grand nombre d'Américains étaient en train de danser dans la salle de bal d'un des principaux hôtels de Tokio lorsqu'une bande de gens sans aveu envahirent la salle, insultèrent les danseurs et interrompirent la fête, disant qu'ils demandaient l'expulsion de tous les Américains.

IRAK

LA CONSTITUANTE REFUSE DE RATIFIER

LE TRAITE AVEC L'ANGLETERRE

Londres, 7 juin. — Un télégramme Reuter de Bagdad dit que l'Assemblée constituante de l'Irak a refusé de ratifier le traité conclu avec la Grande-Bretagne.

La majorité de l'Assemblée a demandé que la promesse verbale du gouvernement britannique d'apporter certaines modifications au traité dès qu'il aurait été ratifié soit matérialisée au préalable en un document écrit.

La décision de l'Assemblée crée une situation assez délicate. Ainsi, si le traité n'est pas ratifié avant le 11 juin, date de la réunion du conseil de la Société des nations, le gouvernement anglais exposera la situation au conseil et devra étudier les moyens de régler d'une autre manière le statut de la Mésopotamie.

GRÈCE

UN AVENTURIER FAILLIT NEGOCIER A ATHENES

UN TRAITE GRECO-KURDE

Athènes, 7 juin. — « Je suis le grand ami du Kurdistan, Mehmed Said. » Devant le personnage qui se présentait en ces termes, le secrétaire de la légation britannique à Athènes s'inclina respectueusement. L'autre, bel homme, vêtu comme un prince d'Orient, la poitrine constellée de décorations, aussi impressionnantes qu'indéfinissables, lui demandait : — Priez le ministre de venir me voir de suite chez moi.

Puis, avec importance, le prétendu prince kurde reprit le chemin du « Palais », l'un des plus grands hôtels d'Athènes.

Le lendemain matin, Mehmed Said s'adressait au directeur de son hôtel, lui faisant observer que son appartement ne lui plaisait point, bouclait ses valises et partait pour l'hôtel du Petit-Palais, sans payer une drachme.

Là, il commençait par emprunter 20.000 dollars au gérant en disant que son argent était en monnaie étrange, il ne pourrait le lui rendre que dans quelques jours.

Puis Mehmed Said se fit conduire au ministère des affaires étrangères, où il fut reçu par M. Argyropoulos, sous-secrétaire d'Etat.

— Je serais heureux d'établir avec vous les bases d'une alliance entre la Grèce et le Kurdistan.

Cette entrée en matière dénuée de diplomatie ne manqua pas de surprendre le sous-secrétaire. Il n'en eut pas moins les protestations d'amitié du souverain kurde, et assura ce dernier que le peuple de Grèce nourrissait à l'égard du

Kurdistan les sentiments les plus cordiaux. Quant au reste, c'est-à-dire au traité d'alliance, le prince n'avait qu'à aller trouver le ministre des affaires étrangères, M. Roussos, à l'hôtel de Grande-Bretagne.

Mehmed Said s'y rendit. Il y eut entre le ministre et lui une scène peu banale. — Oh ! mon cher ministre ! Que je suis heureux de vous revoir !

Et sautant au cou du grand personnage, le Kurde multipliait les protestations d'amitié.

— Quelle superbe mine ! Tiens, vous vous êtes coupé la moustache !

M. Roussos le regardait interloqué. — Vous ne vous souvenez donc pas de moi ! Je suis Mehmed Said, émir du Kurdistan. Nous nous sommes rencontrés à Alexandrie. Ah ! les belles femmes qu'il y avait là !

Le ministre à qui ces souvenirs, pour agréables qu'ils étaient, ne disaient rien, plus avisé que ses subordonnés, se douta qu'il était en présence d'un aventurier.

— Venez demain à la présidence, je vous présenterai à M. Papanastasiou.

Le lendemain, l'émir arrivait à la présidence et pénétrait dans l'antichambre, où le saluèrent respectueusement les huissiers.

Mais soudain, deux hommes se levèrent et l'arrêtaient.

Les policiers avaient reconnu le nommé Zerdehano, aventurier fort léger de scrupules.

Quant au traité d'alliance, des diplomates plus sérieux s'en occuperont peut-être un jour.

Histoire du mouvement syndicaliste en Espagne

(SUITE)

En août 1917, la Confédération occupa une place de premier plan dans la célèbre grève nationale dans laquelle intervinrent aussi avec l'Union générale divers groupes politiques.

En février et mars 1919, eut lieu la grande grève de la « Canadienne » au milieu d'autres qui éclatèrent dans tout le pays. C'est à ce moment que la Confédération prête autant d'attention aux problèmes sociaux au point de vue de la morale ou de la justice, comme elle en avait précédé aux améliorations matérielles. Sa compréhension de la lutte devient ainsi plus pratique.

Du 10 au 18 décembre 1919, après un an de fortes répressions, suivant les triomphes réalisés, on célébra le II^e Congrès national auquel l'Espagne entière participa.

Ce fut jusqu'à ce jour le plus important congrès qui fut réuni en Espagne : 891.600 travailleurs y étaient représentés par 453 délégués. La Catalogne était représentée par 132 délégués, l'Aragon par 71, l'Aragon et Rioja par 39, la Galicie par 37, Madrid par 28, le Nord par 25, les Asturies par 21, les autres provinces et le Comité national par 27, plus une délégation de la C. G. T. portugaise.

Au cours du Congrès, le Comité National posa la question de la fusion de la Confédération avec l'Union Générale ; ce dernier organisme réformiste ayant refusé d'assister au congrès si la fusion n'avait pas lieu sans conditions. L'Union comptait alors 130.000 affiliés, en majorité petits bourgeois, bureaucrates, et quelques noyaux ouvriers de Castille, Biscaye et Asturies.

Devant la posture indécente des chefs réformistes de l'Union, le Congrès confédéral décida d'absorber l'organisme réformiste si dans le délai de trois mois il n'adhérait pas à la Confédération.

Ceci fut impossible à cause du lock-out qui se produisit en Catalogne, et de la répression qui suivit à la grande joie des socialistes.

Le Congrès de Madrid se prononça unanimement sur la question de tactique, moyens et but, sans qu'elle puisse supposer que l'on refuse, comme organisation révolutionnaire, la collaboration de ceux qui voudraient faire de l'action révolutionnaire sui-

vant les possibilités dans certaines conditions déterminées.

Le Congrès déclara à l'unanimité que LE BUT DE LA CONFEDERATION ETAIT LE COMMUNISME ANARCHISTE.

De plus on approuva à l'unanimité une motion du Comité National qui disait :

LES MEMBRES DU COMITE EXECUTIF DE LA C. N. T., COMME TELS, ET AU NOM DES SYNDICATS QU'ILS REPRESENTENT, METTENT EN EVIDENCE QUE LA VIE ORGANIQUE DE LA C. N. T. SERA PERTURBEE SI CELLE-CI NE SUIT PAS LES PRATIQUES FEDERALISTES ET ANARCHISTES SUIVIES JUSQU'AU BOUT PAR NOUS-MEMES.

La lecture de cette déclaration fut applaudie avec enthousiasme par tout le public et par tous les délégués sans exception, chose hors de coutume dans les réunions de nos organisations fédérales. On décida de même que les *intellectuels d'action directe* seraient les seules que l'on emploierait toujours dans les luttes contre l'Etat et le Capital.

On décida de même que la Confédération adhérerait, spirituellement parlant, à la troisième Internationale, en signe d'hommage à la Révolution russe, sous la condition que, dans un délai très rapproché, la même CONFEDERATION, la CONFEDERATION PORTUGAISE ou l'UNION SYNDICALE ITALIENNE, convoqueraient au plus tôt un Congrès de tous les travailleurs du monde pour décider la constitution d'une internationale basée sur les principes de la première, préconisés par Michel Bakounine. C'est de ce congrès que devait naître plus tard l'A. I. T.

Après la grève de la « Canadienne », mars 1909, il y eut une grève générale en Catalogne en faveur des prisonniers. En septembre de la même année, le gouvernement Sanchez Toca se vit obligé — comme celui de Romanones le fut en mars — de traiter avec l'organisation ouvrière pour la solution de divers conflits d'ordre social et économique.

Alors se forma la célèbre commission mixte, et ce qui eût pu être une victoire complète, se convertit en un terrible lock-out patronal qui dura dix semaines, et qui ébranla grandement le pouvoir de l'organisation catalane.

La Commission mixte est la négation de la lutte directe qui s'effectuait toujours avec enthousiasme. La commission mixte n'aurait jamais dû se constituer en ce qui nous concerne ; mais, existant déjà, elle aurait dû être plus flexible pour éviter le lock-out ou assez intransigante et audacieuse pour ne pas l'accepter.

Ce lock-out en question fut la meilleure possibilité révolutionnaire que laissa passer le syndicalisme espagnol. Celui-ci se produisit à un moment exceptionnel où l'esprit de toutes les institutions de l'Etat et de la bourgeoisie se trouvait ébranlé et désemparé.

Seule la C. N. T., groupant dans son sein un million de travailleurs triomphants, beaucoup d'intellectuels et les techniciens de l'industrie, avec l'aide du fort courant subversif qui se manifestait à travers la péninsule, principalement en Andalousie, eut l'organisme vivant et omnipotent qui eût pu faire la révolution sociale à ce moment avec toutes les probabilités d'un triomphe définitif.

Toute la question était que les 400.000 travailleurs de Catalogne repoussent le lock-out en s'emparant des usines. C'était bien l'esprit de la masse, mais les dirigeants de la Confédération Régionale eurent la crainte que le peuple ne fût pas suffisamment préparé au point de vue technique et révolutionnaire pour mener l'affaire à terme. Dès lors, — pour avoir accepté passivement le lock-out, fruit de la haine patronale contre nos organisateurs toujours victorieux — commence la désagrégation spirituelle et organique des forces ouvrières en Espagne.

Le lock-out réduisit par la faim ceux qui dans un moment de courage audacieux, eussent pu être les champions de la Révolution.

La conséquence de cet échec fut un ébranlement sérieux de l'organisation catalane. Celle du reste d'Espagne — très bien orientée — maintint ses forces intactes ; mais celle de Catalogne qui subit plus directement les effets de la lutte finit de perdre une partie de son esprit combattif.

Un ancien militant de la C. N. T. (Traduit de l'espagnol par Pages) (A suivre).

En lisant les autres...

Verve cynique

Depuis qu'il n'est plus député de Paris, Léon Daudet est moins inquiet, moins bilieux, moins stupéfait naïvement. Il retrouve sa belle humeur et sa verve d'antan et — ma foi ! — il ne nous déçoit pas de lire, sur les événements élyséens-palais-bourboniens, des lignes comme celles-ci, qui sont d'une psychologie cocasse mais véridique :

Les conjurés du Palais-Bourbon ont trop visiblement peur. Ça finira par tenter le sort. Cette peur apparaît, hier matin, dans un article d'Alexandre Varenne, le gnome barbu qui fut censeur en août et septembre 1914, et qui a gardé, de ce poste périlleux, le goût de la retraite en bon ordre. Tout fier d'écrire dans un journal parisien, non réservé au seul Puy-de-Dôme, Varenne avait mis en doriques les trois quarts de son article, semblable au vieux rentier maniaque qui collectionnait, à la manière de Zola, des excréments de chien. Ces doriques exprimaient la frousse toute crue.

Ici Daudet cite le passage du *Quotidien* que nous commentons nous aussi en premier page.

Puis voici de curieux aveux sur la mobilisation flicarde par les soins conjugués de Daudet et de Millerand :

Quel nigolo, cet Alexandre de la rue de Varenne, dressé contre l'Alexandre de la rue Maignon. On voit d'ici le choc d'une manifestation de rue dirigée, à Paris, par Malvy, Renaudel et Cie. Imprudent le long des quais de la Seine, elle serait périlleuse, cette manifestation, auprès des égouts. Notre marchand de marrons pourrait en récolter même des gardiens de la paix qui, flairant le vent, ont tous pris parti pour Millerand ; comme me le disait l'un d'entre eux, superbe gaillard de deux mètres, à propos de Malvy et de ses copains : « Monsieur Daudet, c'est pas pour dire, mais on cognerait dessus avec plaisir. » L'expiation à cet homme excellent que les députés du Bloc de gauche ne se risquaient jamais hors du palais de M. Pierre et que tout cela, c'était pour la frime, il en avait l'air tout naïve.

De son séjour à la Chambre des Députés, le Crachoir Public a tiré une connaissance des parlementaires. Et il les juge vertement à leur non-valeur d'action :

J'ajoute que je ne vois aucun de ces paladins prêt à monter aux masses, consciencieuses et organisées, comment on meurt pour vingt-sept mille francs. D'abord ils sont dans leur tort, du point de vue républicain et constitutionnel, dont je me fiche profondément, inutile de le souligner. Ensuite, ils ont le trac. Enfin, ils n'ont ni direction, ni chefs. Herviol est une lavette, moralement parlant. Painlevé est une innommable gourde, un ludion. Blum est un Sésostri nerveux et frémissant. Si les choses se gâtent, ce serait à qui se défilerait, le premier à Lyon, le second à l'Académie des Sciences et le troisième à la synagogue. Le tout sous prétexte de consulter Caillaux, dit le *Libre* de Royat.

Enfin, dans sa verve cynique, il nous donne excellemment la définition du « bon droit » qui est, dit-il, du côté de Millerand. Voyez ça :

Le bon droit, le code, le règlement, la constitution de Wallon, les précédents, les présidents, le codex, l'annuaire des propriétaires, le Bottin mondain, la troupe, le gouvernement militaire de Paris, les sergents de ville, la Sûreté générale... tout cela est du côté de Millerand. C'est quelque chose.

Oh ! l'admirable définition...

Confiance cossue

Dans le *Quotidien*, M. Pierre Bertrand est l'interprète de la confiance cossue, rembourrée, rengorgée des politiciens qui se croient, eux aussi, les représentants de ce bon droit si bien défini plus haut par Léon Daudet.

« Surtout pas d'histoires, pas de troubles. Laissez-nous triompher dans le calme des institutions bourgeoises. » Tel est le fond de l'article de Pierre Bertrand. Il conclut :

Surtout, gardons-nous de tomber dans le piège tendu à notre juste colère. Parmi les moyens désespérés auxquels pense, sans nul doute, le renégat élyséen, le plus facile serait de provoquer, par l'insolence même de sa résistance, des manifestations dans la rue, qu'il réprimerait joyeusement, et qui lui permettraient de se présenter à l'opinion inquiète comme LE SAUVEUR DE L'ORDRE.

Personne ne doit tomber dans ce piège. La Chambre siège. Elle se réunira aujourd'hui même. Les députés républicains sont en éveil et, vraisemblablement, dès ce soir, se déclareront en permanence.

Les chefs de parti, en étroit accord, sont fermement déterminés à tous les gestes nécessaires

pour empêcher de faire le Dix Juin le coup du Seize Mai. LES BONS CITOYENS PEUVENT ETRE PARFAITEMENT TRANQUILLES. Il y a menace : mais la menace est ridicule. M. MILLERAND, QUI POUVAIT PARTIR CETTE SEMAINE DANS UN SILENCE MEPRISANT, PARTIRA, LA SEMAINE PROCHAINE, SOUS LES HUBES.

Les « républicains » ont peur des mouvements de la rue qui pourraient fort bien leur faire perdre la sécurité du bon gâteau...

Prudence professionnelle

Enfin, voici les politiciens d'extrême gauche : les « communistes » de Palais-Bourbon. Eux non plus n'ont pas trop hâte de réveiller leurs troupes. Eux aussi préparent leurs plans de bataille pour la plus complète et la plus rapide conquête du pouvoir. Et leur bureau politique termine son appel sur ces mots de prudence professionnelle :

Le devoir est donc de rester vigilant, prêt à répondre rapidement à tout nouvel appel du Parti.

En attendant, pas de précipitation fétide. Attention aux tentatives toujours possibles des provocations d'un gouvernement aux abois.

Et les provocateurs, comme toujours, seront les seuls hommes d'action qui auront osé, les premiers, passer du discours à l'acte — tels Law, Cottin, Taillé et Bouvet... N'est-ce pas, monsieur le sous-Cachin qui rédigez à l'Humanité les papiers sur l'Amnistie ?...

A TRAVERS LE PAYS

UNE BARQUE CHAVIRE

L'équipage est sauté

Lorient, 8 juin. — Un gros coup de vent a fait chavirer la barque « Alexandre » au moment où s'opérait la difficile manœuvre du passage de la barre d'Etel. L'équipage, précipité à la mer, a été recueilli par la chaloupe « Ange Gardien » de Saint-Cado. Ce n'est qu'après de longs efforts que l'on put rappeler à la vie le patron Le Bozec, 40 ans, déjà atteint par l'asphyxie.

CHUTE MORTELLE

Montluçon, 8 juin. — Le jeune Louis Pasquier, 21 ans, métallurgiste à Commeny, revenait à bicyclette d'une visite faite à des amis, lorsque la fourche de sa machine se brisa. Le malheureux jeune homme, violemment projeté en avant, fut tué sur le coup.

SERIES D'ACCIDENTS SUR LA ROUTE EN COTE-D'OR

Dijon, 8 juin. — M. Lacoste, rentrant à Saint-Victor-sur-Rouge, en suivant le chemin de halage du canal de Bourgogne, venait d'être renversé par un cycliste venant derrière lui, lorsqu'un autre cycliste, suivant le premier, lui passa sur le corps. Lacoste, relevé avec le crâne fracturé, est mort quelques instants après son transport chez lui.

Une automobile, conduite par M. Gabriel Métal, 33 ans, mécanicien à Dijon, a capoté aux environs de Chazeuil (Côte-d'Or). Métal, blessé à l'œil droit et au bras, est mort peu après à l'hôpital de Dijon des suites de lésions internes.

Au croisement du chemin de Lusiau et de la route nationale n° 5, près des Laumes, M. Jean Fournoux, négociant à Paris, rue Saint-Denis, venant en automobile à Dijon, aperçut à bicyclette M. Louis Henriot, 60 ans, employé à la gare des Laumes. Il donna un brusque coup de volant pour éviter la collision, mais le cycliste, atteint par le garde-houe, fut projeté sur la route et grièvement blessé.

M. Fournoux releva le blessé et le ramena chez lui où il fit mander un médecin ; puis il alla faire une déclaration à la gendarmerie. Le blessé est dans le coma.

LEURS DIVIDENDES

UN BLOG SE DETACHE DANS UNE CARRIERE

Soissons, 8 juin. — Hier vers 16 heures, à la carrière Mamarche, à Tenny-Sorny, trois ouvriers carriers, Vandenput, Francis et Golchen, étaient occupés à nettoyer le chantier du fond, quand une poignée de terre tomba du ciel et le temps de se recueillir les ouvriers aient eu le temps de se retirer, un énorme bloc, pesant plus de dix tonnes, se détacha. Francis put se dégager tandis que Vandenput, était retenu prisonnier derrière le bloc. Quant à Golchen, il avait été écrasé. Vandenput parvint à se frayer un passage et, aidé de Francis, tenta de dégager Golchen, mais tout secours fut inutile.

trier à l'orchestre, ne pas aller aux premières représentations ; — puisque nous sommes hebdomadaires, il n'y aurait pas grand mal. Il faudrait se déguiser et déguiser son style, mais viser bien et haut.

Donc, mon cher ami, le théâtre sera fait, personne même de la rédaction ne saura par qui. La politique sera bannie de ces articles, impitoyablement bannie, mais l'ironie et l'émotion sociale auront la parole. Nous pouvons provoquer une révolution dramatique et enfoncer les portes pour que les réalistes arrivent. Donc, gardez pour vous cette proposition. Préparez cette révolution littéraire et en même temps cet impénétrable incognito. Il faut qu'on ne se doute pas une seconde du nom du nouveau jeu théâtral. Les suppositions iront leur train, et nos idées aussi !

Je suis effrayé de votre aveu pour Louise Michel. Pas encore fait ? Pas archi-fait ! — Diable ! Il nous faudra nous organiser pour ne pas manquer de combustible en route.

La « Rue » à tout ce qu'il faut pour paraître. Ce n'est plus la faute du commanditaire, c'est la faute de la rédaction. Je n'ai rien que les vers que vous savez. Housy m'a envoyé deux articles dont un interminable et je crois inimitable, dont l'autre bon, mais inactuel. Il nous faut de l'actualité et de la vivacité au début.

Enfin, je vois que nous ne paraitrons pas le 22. Mais, le 22, il est in-dis-pen-sable que j'aie toute la copie, hors les échos et une colonne laissée, en cas d'actualité, à cette actualité, en tout pas consacrée à une chose fraîche.

(A suivre).

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 9 JUIN 1924. — N° 2

CONSEILS D'UN GRAND AINÉ

Le Journalisme révolutionnaire

par Jules VALLÈS

Vous vous trompez, vous vous trompez ! C'est vous qui devez faire votre moule, ou plutôt c'est votre pensée qui créera le moule de la rédaction. Donc, avant d'écrire un article quelconque, cherchez « l'idée mère », précisez-vous à vous-même le « coup principal » que vous voulez porter, la résultante que vous tenez à obtenir et à faire jaillir sous les yeux de la foule. Ne parlez pas en flâneur de la foule, elle s'évaporerait dans les nuages de la phrase et le méli-mélo des paragraphes grimpant les uns sur les autres.

Vous avez de la force saine, vous êtes, à votre âge, porteur du vishique, du vrai, vous avez l'idée, vous avez la forme. C'est le moule, vous dis-je, c'est l'allure ferme, sobre, « sans bavures », qu'il faut absolument imprimer à vos statuettes. Il faut méditerraniser son sentiment, son paysage ou son portrait. Je me répète : avant de partir en guerre, ayez, en cinq ou six lignes particulières et séparées, défini votre marche, enchaînez vos paragraphes. Moi, je le fais dans ma tête par habitude. Cependant, pour un article de longueur et de poids, je fixe impérieusement mon plan

sur une feuille que j'ai devant moi et que je consulte de côté comme un musicien regarde le chef d'orchestre. Cette règle a un grand avantage. Elle vous oblige à avoir des idées, puisque chaque paragraphe doit contenir sa belle prose, tout en suivant la ligne que la pensée mère a tracée pour que tout arrive dans le mille. Elle vous évite de vous tromper, de tâtonner, de faire un brouillon.

Il n'y a que l'ironie qui puisse venir d'un jet, l'ironie « ad hominem », qui a besoin souvent du débrailé du geste : et encore doit-on avoir son bout de fer, son mot de la fin, limé et empoisonné, pour qu'il déchire et salisse. Le mépris condensé dans un mot vaut la goutte de vitriol.

Revenons, ma foi, à votre article. Je viens de le relire et de le sabrer. Tout ce que j'ai sabré n'était pas coupable, mais n'était pas en place. J'insisterai énergiquement sur les répétitions d'idées qui ne vous ont pas eu l'air de redites, parce que la forme était neuve et de nouveau pittoresque, mais veuillez suivre mes sentiers rouges et vous retrouverez ces répétitions.

Maintenant, quoique le dernier feuillet soit vigoureux, laissez-moi vous crier que vous n'avez pas serré la réalité de la question. La patrie veut enrégimenter les siens. Encore un exemple du hors-propos ! Très vrai, très juste, bien frappé. Mais cette fois, au contraire, on n'a pas voulu les enrégimenter. Réfléchissez-y !

Il faudrait conclure, je crois, par la douleur qu'il y a à regarder cette question sur le côté au pain... qui doit en précéder quelques-uns — ne dites pas tous — il faut ménager les fiers... Ceux-là mettront leur orgueil à signer « dégradé ». J'ai fait cette longue et impitoyable opération du crayon rouge point tant sur l'article que sur la tendance, point tant pour condamner que pour indiquer : vous me comprenez bien.

Tout article doit être planifié droit, ne s'affaisser d'aucun côté, avoir d'avance, comme la maquette du sculpteur, sa tête, ses pieds, son corps logiquement bâti et dans la pose — en littérature, dans le ton — où l'idée doit être.

Ayez le courage que j'ai eu. Sabrez-vous comme je vous ai sabré : je veux dire : sabrez par la réflexion, d'avance, les choses hors de place ou hors de proportion, ayez vos points marqués et vous irez droit au but. Il faut que ce soit vous, pour que je vous en écrive si long. Mais vous pourriez vous égarer dans votre propre talent. Prenez vos mesures comme un ouvrier, avant d'écrire comme un artiste. Je vous le crie une bonne fois ! Astreignez-vous à cette loi, si vous voulez profiter des dons que vous avez et en faire profiter les autres.

Récapitulez ne peut décidément, m'a-t-il dit, venir maintenant avec nous. Ne crions pas sur lui, Gardons-le comme un ami littéraire. Il nous rendra bête ou dégoûté. Il devait faire les théâtres.

Eh bien ! mon cher Gautier, il faut qu'ils soient faits par vous ou un de vos amis. N'allez pas me dire que ce n'est pas dans vos cordes ! Au contraire ! Je vous répondrai qu'il faut réunir cette vieillie qu'on appelle la critique théâtrale, vaniteuse, pédante, mais sérieuse, à tête de cuir et de lèche-cul, qui parle en provinciale de ce qui est la véritable littérature du peuple : le théâtre. Allons ! prenons les pièces par les entrailles, les pièces et le public, la scène et le paradis. Devant votre tribunal, Victor Hugo, avec ses papillottes, ses moineades, ses Hernanis, ses Burgraves, ses bons Dieux, ses monstres, sera un enfant ou plutôt un routinier de l'Eglise et de la Cour à côté de Denny, qui a pris le peuple pour héros, qui a eu quelquefois du génie, qui, en tout cas, est dans la vraie voie, style à part. Mais encore sa prose est-elle moins bête que les vers romantiques ! Les « merci, mon Dieu » ! pullulent et puent dans dans les tragédies même modernisées. Assez. Et c'est vous ou un de vos amis qui fera les théâtres. Ordre du commandant des barricades. Il nous faut la plus forte « nos pointures ».

Je fais les théâtres, si, à votre place, vous en mettez un autre. Tel que la politique me défend d'accepter pour ne pas compromettre un instant le drapeau — qui serait compromis, si honnête au fond que puisse être le comprometteur, — tel écrivain qui a de la hauteur et la grande note sociale, pourrait se charger de ce soin. Et je tendrais formellement, absolument, à ce que l'incognito le plus impénétrable fût gardé pour étonner tout d'un coup le monde du théâtre qui entendra la « Rue » interpellée la scène au nom de ses passions, de ses vertus, de ses douleurs ! Vous me comprenez. Ce mystère serait une force, une grande force. Il faudrait ne pas se mon-

L'Action et la Pensée des Travailleurs

EN CINQ SEC

Dans le teraps, les voyages formaient la jeunesse. Aujourd'hui, encore, mais en plus ils déforment les porte-monnaie.

Pour aller à 120 kilomètres de Paris, il faut être maintenant député, marchand ou fonctionnaire syndical. Cela coûte les yeux de la tête.

Un billet de chemin de fer aller et retour qui indique le prix de 17 fr. 35 vous est imposé pour la somme de 24 fr. 60. Voyez augmentation ! Et cela se comprend. Les voyageurs de 3^e classe à plein tarif, de plus en plus rares, paient pour les autres.

L'autre jour, le contrôleur passe. Dans le compartiment, nous étions huit voyageurs. Moi seul avais payé mon billet. Il y avait en ma compagnie un camarade cheminot avec sa femme et leurs deux enfants, un mutilé de guerre, un lapiniste hors concours et un filic en vadrouille.

Naturellement, tout cela était légal et régulier. Le copain à Sémard ou à Bidegaray, en échange d'un contrat de 25 à 30 ans, peut bien avoir la légère compensation de faire un voyage de temps à autre. Son patron lui doit bien cela.

L'ancien combattant qui nous a donné la victoire en endormant son anatomie peut bien être remboursé partiellement sur les frais de transport.

Le père de famille qui s'épuise à procurer en série, et au minimum à la douzaine, est le véritable sauveur de notre pays dépeuplé, et il est juste que lui permette des promesses reconstruites.

Quant à l'agent, soutien de l'ordre et des Cies de chemin de fer, il a bien gagné le modeste permis de circulation qui lui est jeté dédaigneusement comme un os.

En seconde et en première, les voyageurs à l'œil ont encore plus nombreux qu'en troisième. Il y a les députés, les sénateurs, les journalistes, les hauts fonctionnaires, les officiers, les diplomates et les gros employés.

Et il est logique qu'il en soit ainsi. Dans une République démocratique, libertaire, égalitaire et fraternelle, il est juste qu'il y ait plusieurs classes et que seuls les pauvres bourgeois qui voyagent en 3^e classe paient bien leur place.

Il faut croire qu'ils ne paient pas encore suffisamment puisqu'il y a toujours du déficit et que la nation doit le combler.

Il n'y a qu'un moyen de sauver la situation, c'est la nationalisation avec le transport obligatoire comme le service du même nom. Cela déséquilibrera un peu plus le budget de M. Marsal. Puisque nous sommes à la veille de la banqueroute bourgeoise, il n'y a plus à se gêner.

Le transport gratuit pour tous, ou sinon laissez circuler en paix les vaillants « brailleurs de dur » lesquels sont, pour le moment, les seuls défenseurs, les seuls vengeurs des cochons de payants.

PEPIN LE BREF.

Dans les P. T. T.

La Direction des ambulances de la ligne de l'Ouest (gare Montparnasse) ne possède pas le personnel suffisant pour assurer le trafic de la saison estivale et pour permettre au personnel régulier de bénéficier du congé annuel.

En désespoir de cause, après de multiples recherches, elle vient de s'adresser à l'Union Civique !

Que signifie ce sans-gêne de la direction ? L'Union civique est-elle un bureau de placement pour l'Etat ?

Les scandales des chauffeurs meurtriers pour le fer mal, des briseurs de grève ne sont-ils pas déjà de tout ?

Val-on laisser tripatouiller la correspondance du public par les fascistes et les mouchards du triste général Balfourier ?

Est-ce ainsi que le Bloc des gauches en fait manifester sa victoire en livrant les P. T. T. à une organisation réactionnaire ?

Si l'administration a besoin de personnel, qu'elle embauche, comme à l'habitude. Mais l'Union dite civique n'est pas du tout qualifiée, au contraire, pour fournir du personnel.

T. LEGRAP.

Chez les charpentiers en fer

ÇA COMMENCE

Les camarades du chantier de la rue Pergolèse (Maison Cottin) ont mis en application les décisions prises à notre assemblée extraordinaire. Ils ont demandé le cent sous de l'heure.

Sur le refus patronal, tous sont partis du chantier.

Nous verrons d'ici quelques jours si le sieur Cottin, ex-leveur, pourra, avec ses gros bras, faire son boulot lui-même. Je ne le crois pas.

En attendant, et jusqu'à nouvel avis, pas un compagnon ne doit se présenter sur ce chantier qui EST A L'INDEX. Tous ceux qui s'y présenteraient seraient considérés comme jaunes et traités comme tels. — E. Toussaint.

Le congrès des cheminots

Le Congrès national des cheminots unitaires s'est passé de façon très ordinaire. Différentes motions ont été adoptées sans enthousiasme. Ou sont les congrès d'antan où la passion, la sincérité et l'indépendance des délégués élevaient le débat à des hauteurs inconnues aux Sémard, Monmousseau, Rambaud et autres habitants du marais.

De plus en plus, la fédération des cheminots glisse vers l'annexe politique. Un conseiller municipal, appointé (de Paris) Midol a été nommé secrétaire général appointé. C'est la première fois qu'une fédération syndicale se place aussi ostensiblement sous la férule d'un politicien.

A constater également la plaie du fonctionnarisme. Sémard ne pouvait plus être secrétaire, mais il reste permanent à 1.000 francs par mois. A des délégués qui s'étonnaient de ce cramponnage au biberon syndical, Sémard répondit cyniquement : « Il faut bien que je mange ! »

— Ce n'est plus manger, répliqua un congressiste, c'est dévorer.

En effet, le militant qui s'incruste à la

sinécure et qui craint d'aller travailler chez un patron devient une charge pour l'organisation.

La question de l'unité fut illustrée par la présence de Bidegaray. Ce dernier avait un mandat assez étroit, et ses antagonistes ne lui tendirent aucune perche. Ceux qui vivent de la division n'ont pas intérêt à faire l'unité.

Le citoyen Duccor fut débarqué par nécessité. Ce triste individu, tchékiste encombant par excès de zèle, fut prié d'aller se faire pendre ailleurs. Nous ne voulons pas insister pour aujourd'hui.

Ce n'est pas le « salut » de Racamond, ni la « bonne parole » de Machinoski, ni les crises épileptiques du « citoyen 1910 » qui donneront du relief à ce pauvre congrès. Le ressort du syndicalisme, chez les cheminots comme ailleurs, est cassé par l'intrusion de la politique. Et c'est malheureux à constater.

C. MAFOR

Les fonctionnaires et le Bloc des gauches

Nous avons déjà eu l'occasion de nous élever contre les « mots d'ordre » ridicules transmis au prolétariat par les perroquets de la rue Grange-aux-Belles.

Nous avons rapporté, sans être démenti, que c'était le Russe Lozowski qui avait imposé à ses agents français la stupide plateforme des 6 francs et des 1.800 francs, laquelle ne rime à rien du tout.

Lozo ne connaît pas grand-chose en France et il n'est nullement intéressé à l'augmentation des salaires. C'est à ceux qui souffrent de crier leurs souffrances et de les traduire en revendications.

Une augmentation uniforme de 6 francs par jour est contraire à l'esprit syndical lequel tend à atténuer les différences de salaires. Ce sont surtout les petits gains, les prix insuffisants, qu'il faut augmenter.

La est la vraie justice. Les ouvriers dévalorisés qui travaillent à 18 ou à 20 francs par jour doivent être augmentés d'autant plus que leurs salaires sont bas.

Qu'est-ce qui fait la jalousie et la division au travail, c'est la trop grande différence entre les salaires.

Ce qui se passe pour les 6 francs se reproduit pour les 1.800 francs d'indemnité de vie chère. Il faut d'abord établir un minimum de salaire dans toutes les corporations comme il existe dans quelques-unes.

En ce moment, les communistes, suivant leurs habitudes, se livrent à un sérieux travail de division et de chantage à propos des 6 francs et des 1.800 francs contre les professions dont ils ne sont pas les maîtres.

Leurs critiques ne font pas mieux dans les syndicats où ils dominent. Dans les coopératives leur appartenant et en Russie soviétique, ils ne font pas mieux que les patrons et que l'Etat, ils maintiennent plusieurs catégories de salaires et sabotent les principes du communisme. Chez eux, comme en régime bourgeois, les chefs et les gros sont avantagés au détriment des petits.

Il n'y a pas d'illusion à se faire avec le Bloc des gauches. Il ne vaut pas mieux, pour rétribuer le travail, que le Bloc national. Les patrons radicaux et socialistes sont comme tous les exploitants, royalistes et même communistes, ils n'accorderont aux ouvriers que ce que ces derniers seront capables d'exiger.

Et c'est pourquoi le syndicalisme a sa raison d'être contre tous les gouvernants et contre toutes les formes de patronat. La lutte de classes ne se supprime pas avec un changement d'étiquette politique. Nous le savons en France avec les élections du 11 mai, et nous le constatons, hélas, en Russie.

Il n'est donc pas permis aux politiciens qui se disent communistes de se servir du programme syndical pour alimenter leurs rivalités avec d'autres clans politiques.

M.

Le congrès national des horlogers-bijoutiers

Les ouvriers bijoutiers-orfèvres-horlogers tiennent en ce moment leur congrès fédéral à Lyon. Les débats ont commencé hier avec l'ordre du jour suivant :

- 1^o Rapport du Conseil fédéral ;
- 2^o Nomination de la Commission de contrôle financier ;
- 3^o Examen de la motion fixant la proportionnalité des voix à accorder à chaque organisation ; revision et approbation des statuts ;
- 4^o L'apprentissage et ses conditions d'application future dans notre industrie ;
- 5^o Vacances payées ;
- 6^o Etude d'une Caisse fédérale de chômage ;
- 7^o Application des lois sur les retraites ouvrières et assurances sociales dans notre industrie ;
- 8^o Proposition de la Fédération unitaire pour la création d'un Conseil fédéral mixte ;
- 9^o Les 8 heures et leur défense ;
- 10^o Choix du centre où se tiendra le prochain Congrès.

Le repos dominical chez les pharmaciens

Le syndicat confédéré des travailleurs de la pharmacie de Paris, continuant sa campagne en faveur de l'application du repos hebdomadaire le dimanche, organise une série de réunions de quartier qui auront lieu jusqu'au 17 juin courant. Une pétition a déjà recueilli 1.320 signatures.

La pétition, c'est bien, mais une bonne agitation par l'organisation syndicale c'est encore mieux.

Sans compter que les devantures des récalcitrants ne sont pas invulnérables aux excellents procédés d'action directe.

.....

Amis lecteurs abonnez-vous !

La condition des ouvriers en Russie

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler que les vrais communistes, les syndicalistes, les libertaires, les socialistes, étaient traités terriblement en Russie bolcheviste.

Nous avons indiqué que la Révolution avait été escamotée au profit d'une secte qui devient une caste privilégiée, et que le salariat était aussi dur pour les salariés répartis en dix-huit catégories de prix différents. Un chef gagne trois ou quatre fois de plus qu'un ouvrier.

Nous avons dit tout cela parce que c'est la vérité, et qu'il faut toujours la dire, pour démontrer que l'expérience a été compromise et est à recommencer, qu'il ne faut pas désespérer d'un essai avorté, mais qu'il faut au contraire il faut profiter de la leçon pour faire mieux, car la Révolution s'impose de plus en plus chaque jour, en raison de la faillite prochaine du régime bourgeois.

Les bolchevistes ont trop présumé de leurs forces et de la mentalité ouvrière et paysanne. Par leur sectarisme et leur autoritarisme, ils ont rejeté les bonnes volontés révolutionnaires qui s'offraient au mouvement, ce pendant qu'aujourd'hui, ils mendent les concours des capitalistes étrangers et des gouvernements bourgeois.

Il faut bien se mettre dans l'idée qu'un seul parti d'avant-garde est incapable d'abattre la société actuelle. Il faut l'union de tous les groupements révolutionnaires pour faire progresser notre pauvre humanité. Tant que les communistes de Moscou ne comprennent pas cette nécessité et continueront de diviser pour essayer de régner, nous aurons pour devoir de flétrir leur action dissolvante qui ne produit que des ruines, dans les organisations, et du découragement dans le prolétariat.

C'est trop facile de dire, et c'est usé d'ailleurs, que ceux qui critiquent sont des contre-révolutionnaires. Il y a critique et critique. La nôtre a toujours été faite, et peu souvent comprise, dans un but de redressement, pour servir et non desservir la Révolution. On peut être contre le gouvernement bolcheviste et sa répression, on peut être dur contre les indignes personnages qui ne sont venus dans la propagande que par intérêt personnel, sans être taxé de faire un jeu de conservation sociale.

Les communistes français, et ils sont nombreux en province et à Paris, qui sont sincères, seront sans doute étonnés de lire les extraits d'un tract qui a été distribué clandestinement en Russie, car la propagande libre est interdite à ceux qui ne pensent pas comme le pouvoir. Ce tract émane du parti social-démocrate. On peut penser d'eux ce que l'on voudra, et tenir compte que ce sont des socialistes.

Il n'en reste pas moins vrai que les faits sont là, et il est bien déplorable, à nos yeux d'ouvriers, qui avons aidé, faiblement il est vrai, la Révolution russe, en croyant à l'avènement d'une société communiste, de constater les choses pénibles que voici :

«...Depuis six ans, nous vivons sous le régime de la République « socialiste ». Pendant six ans on nous répète sans cesse que nous sommes le seul pays du monde où la machine capitaliste est éliminée. Eh oui, elle l'était en effet, mais en échange nous n'avions que le vide.

« Et maintenant, depuis déjà trois ans, depuis le commencement de la nouvelle politique économique, cette machine capitaliste brisée par les communistes est en train d'être reconstruite par les mains de ces mêmes communistes — avec les os de la classe ouvrière, avec sa chair et son sang. L'exploitation capitaliste n'existe plus chez nous — disent les communistes. Si elle est mille fois plus dure que dans les pays capitalistes de l'Occident !

« La journée de huit heures ? Elle existe seulement dans le code écrit du travail, mais elle est annulée en fait par la pratique des heures supplémentaires.

« Le salaire ? Il est encore plus bas qu'en Allemagne écrasée et ligotée.

« Le chômage ? Il est plus aigu que n'importe où.

« Et les libertés de la classe ouvrière ? Hélas ! elles n'existent pas, même chez nous, au même degré que dans l'Occident capitaliste. Les Soviets truqués, les syndicats isolés des masses ouvrières et brutalement isolés des bénéfices des trusts d'Etat, mais non aux revendications de la classe ouvrière ; la prison pour faits de grèves, pour paroles libres ; la nécessité de recourir à des moyens clandestins pour la presse ; l'ouvrière indépendante — voilà la fameuse liberté dont jouit l'ouvrier russe huit ans après la révolution !

« A bas la terreur ! Pour la République démocratique ! Pour l'amnistie politique ! Pour la liberté des organisations ouvrières ! Pour la liberté de la parole, de réunion, de presse ! Pour la journée de huit heures ! »

La poste italienne contre la "Presse subversive"

Nous publions, pour nos camarades italiens, la circulaire suivante du ministère des Postes italiennes. Ordonnant la saisie de tous les papiers subversifs et les notes détachées sur l'expédition et le destinataire, elle fait de tous les employés des postes italiens de véritables policiers. Faut-il que les hommes s'estiment peu, pour se vendre aussi facilement et à si bas prix !

L'articolo 1230 della Istruzione sul servizio delle corrispondenze stabilisce che « gli uffici postali debbono, di propria iniziativa, procedere al sequestro delle corrispondenze non legittimate (art. 1211) in contravvenzione alle Leggi Generali dello Stato. Quando non ne sia prescritta la restituzione ai mittenti, le corrispondenze di cui trattasi debbono essere inviate all'Autorità Giudiziaria vicinior per il relativo procedimento penale ».

Il successivo articolo 1231 stabilisce che « in applicazione del precedente articolo, debbono essere sequestrati :
a) I giornali anarchici e quelli provenienti dall'estero contenenti articoli incitanti l'odio fra le diverse classi sociali, contro le autorità costituite o contro le istituzioni esistenti ;

b) Gli stampati che le agenzie estere di emigrazione spediscono nel Regno in contravvenzione alla Legge per allettare i renitenti a scegliere determinate vie per emigrare nei paesi transoceanici » ;

c) Gli oggetti aperti o sotto fascia contenenti programmi, circolari, biglietti, ecc. di battente estere. Possono sequestrarsi anche gli oggetti chiusi quando abbiano però, sull'involucro l'indicazione esplicita di tale contenuto ».

Gli uffici tutti sono invitati ad attenersi scrupolosamente alle disposizioni accennate, avvertendo che, essi debbono rimettere le stampe sequestrate direttamente all'Autorità Giudiziaria vicinior, accompagnate da verbale Mod. 13, inviando in pari tempo al Gabinetti di questa Direzione un elenco delle stampe, con l'indicazione del nome, cognome e domicilio dei destinatari ».

Si unisce un elenco delle stampe e degli opuscoli soggetti a sequestro.

A tutti gli uffici della Provincia (escluse le Succ. li di Roma).

Il Direttore Provinciale.

(Segue l'elenco delle pubblicazioni sovversive provenienti dall'estero soggette a sequestro.)

LA PRESSE OUVRIERE

L'indépendance syndicale

Extraits d'une motion d'orientation syndicale publiée par le Bureau des marins du Havre dans la Bataille des Marins :

1^o En ce qui concerne les individus, le Bureau précise que si les syndiqués ne peuvent oublier, dans le syndicat, leurs conceptions économiques, ils doivent, en revanche, ne pas y transporter leurs opinions politiques ou philosophiques.

De là découle, pour chaque syndiqué, le devoir de sauvegarder l'indépendance de son action syndicale et s'il détient un mandat syndical, le devoir de ne rendre compte de l'exécution de ce mandat qu'à l'organisation syndicale qui le lui a confié.

En conséquence, s'il apparaît légitime au Syndicat unitaire que les différentes tendances luttent pour le triomphe, dans la C. G. T. U., de leurs conceptions économiques, il ne saurait en revanche admettre que les syndiqués se groupent dans l'organisation syndicale en tant qu'adhérents à un parti politique ou à une secte quelconque et restent, en cette qualité, sous la direction des organismes directeurs des sectes ou des partis auxquels ils appartiennent.

Le Bureau Unitaire déclare qu'une telle forme de groupement ne pourrait aboutir qu'à faire pénétrer dans le syndicalisme des Marins (lutte de classe) les rivalités de sectes ou de partis, à mettre en péril l'autonomie syndicale, à compromettre la bonne marche de l'organisme syndical et à retarder, par voie de conséquence, le triomphe de revendications urgentes et l'émancipation des travailleurs de la mer.

2^o En ce qui concerne l'organisation, sans qu'il puisse entrer dans son esprit de vouloir nier la valeur révolutionnaire des sectes ou des partis, le Bureau Unitaire des Inscriptions Maritimes et des Agents du Service Général à bord, du port du Havre, déclare que les groupements extérieurs manqueraient à tous leurs devoirs envers le syndicalisme si, par un moyen quelconque, ils essayaient de pénétrer la vie administrative de l'organisme des Marins Unitaires.

Plus ça change...

De G. Bastien, dans Germinale :

Au-dessus de toutes ces chicanes entre politiciens, une chose domine : le franc rétrograde à nouveau, le pain remonte à 24 sous... et les autres articles commencent à suivre la progression.

Quand le peuple ouvrier réclamera de quoi vivre, les gendarmes à Herriot, comme ceux de Poincaré, comme ceux de tous les jours, cogneront consciencieusement sur les travailleurs, les juges condamneront, les prisons se rempliront... et se rempliront aussi les coffres-forts des capitalistes.

Sur l'éducation

De F. Bernard, dans l'Ecole émancipée :

L'expression « éducation de classe » porte en soi le je ne sais quoi de brutal, elle a une allure de combat. Elle peut signifier une éducation qui poursuit comme fin d'initier l'enfant à la lutte des classes, de le mêler aux conflits sociaux, de lui inspirer la haine envers d'autres enfants et de lui indiquer comme but uniquement possible et raisonnable un régime bien déterminé : le communisme soviétique russe par exemple.

Il est indiscutable que certains de ceux qui combattent notre neutralité conçoivent ainsi l'éducation de classe. Les autres partagent une conception tout à fait différente. Cette expression éveille en eux l'idée d'une éducation où l'enfant est mis à même d'observer les faits sociaux, les faits de classe, dans son propre milieu ; où il peut ainsi rassembler les matériaux élémentaires de ses futures convictions ; où les réalités de la vie l'entraîneront inéluctablement à se dresser plus tard contre un régime économique d'oppression et d'iniquité.

La santé et le sport

Après avoir dénoncé les drogues de pharmacie et de cabaret promettant merveilles aux jeunes sportsmen ; après avoir mis en garde ses camarades contre les boîtes de nuit où la santé s'altère, Pierre Marie termine, dans Sports et Loisirs, organe de la Fédération sportive du Travail :

Serait-ce trop demander que les organes de sport ne sortent pas de leur domaine, même en ce qui concerne les annonces, et que si publicité il doit y avoir, que ce soit uniquement pour des articles purement sportifs. Si, par extraordinaire, ces journaux croient devoir quitter cette branche et indiquer une spécialité médicale, qu'ils s'entourent avant de la prôner de garanties et de références de spécialistes au-dessus de tout soupçon.

Le logis moderne

De Suzanne Gibault, dans la Tribune des Employés :

La question du logis est à l'ordre du

jour ; on va tout de même être obligé de construire un assez grand nombre d'immeubles.

Il faut que nous essayions d'étudier une bonne organisation collective et individuelle du logis, de la faire connaître, d'en réclamer l'application. C'est une tâche indispensable, c'est un clou sur lequel il faut taper, c'est une question qu'il faut agiter. On ne peut loger un peuple moderne dans des logis de conception archaïque ; l'habitation au vingtième siècle doit répondre à de nouvelles exigences de vie ; il faut, qu'elle s'y plie.

Après les élections

Le Prolétaire, organe du Syndicat unitaire du Bâtiment de la Seine, publie des chroniques en espagnol et en italien. Du texte français, nous extrayons les lignes suivantes :

Le Peuple souverain a changé ses maîtres, il a indiqué au Char de l'Etat la nouvelle voie sur laquelle il doit rouler superbement et, tout comme auparavant, sur la misère et les corps des prolétaires courbés devant l'Autorité.

Où, le Peuple a changé ses maîtres, ou, du moins, il le croit, parce qu'il a mandaté de nouveaux (et anciens) individus à la défense et à la cure de l'assiette au beurre ; mais il a conservé ses véritables maîtres : l'Argent et l'Alcool, ceux qui le courbent sous le joug dont il crève, contre lesquels il a parfois des sursauts de révolte, mais desquels il ne tente pas vraiment de se libérer.

Les femmes au syndicalisme

Du Journal des Téléphones :

Tant que les femmes resteront hostiles, indifférentes, en dehors des organisations syndicales, l'effort de justice, de libération des hommes sera ralenti et paralysé. Il ne faut pas oublier que les femmes composent la plus grande partie de la main-d'œuvre à bon marché, dans le monde du travail.

La femme a donc beaucoup gagné en valeur morale, en individualité, depuis que le travail, en lui permettant de s'essayer, de se mesurer, a dégagé sa personnalité. Elle a gagné encore dans la crise de la grande guerre, qui l'a mise en face des cruelles nécessités et lui a prouvé qu'elle signifierait totalement, en ce qui concerne sa force et sa valeur. De plus, elle a soif d'un idéal qui réponde à ses aspirations et lui offre la possibilité d'élargir ses sentiments dans une noble activité.

En lui permettant de se développer complètement, en accentuant l'humanité qu'elle porte en elle, le syndicalisme, lorsqu'elle y sera venue de toute sa foi ardente, fera d'elle la femme véritablement courageuse et puissamment armée.

Communiqués syndicaux

Minorité syndicaliste et « Bataille syndicaliste ». — Réunion demain soir mardi, à 21 h., petite salle de la Grange-aux-Belles. Questions importantes.

Les colistats à la « B. S. » seront reçus.

Minorité des Métaux. — Réunion mercredi 11 juin, à 20 h. 30, dans les bureaux 13 et 14, 4^e étage, Bourse du Travail.

DANS LE S.U.B.

MENUISIERES. — Conseil de section demain, à 18 heures, bureau 14.

La Vie de l'Union Anarchiste

JEUNESSE ANARCHISTE

AUJOURD'HUI, BALADE CHAMPETRE à Chelles-Gournay

Départ gare de l'Est ou tramway 115 porte de Vincennes. Venir nombreux rejoindre les copains près de la Pointe de Gournay.

Province

Groupe libertaire du Havre. — Vendredi, 13 juin, à 20 h. 30, grand meeting public et contradictoire, pour l'amnistie universelle, avec le concours de camarades locaux, un délégué de l'I.A. et Gaudoux, du Comité des Emprisonnés de Russie.

Une lettre recommandée a été envoyée à Cachin et à Sellier, pour venir défendre le gouvernement russe.

Participation aux frais : 0 fr. 50.

~~~~~

## Aux anarchistes de Marseille

Le mouvement anarchiste dans notre ville n'existe plus depuis quelque temps.

Pourquoi ? Est-ce le manque de local ou bien est-ce l'indifférence des copains qui en est la cause ?

La besogne pourtant ne manque pas et les événements qui se déroulent sont là pour nous le montrer.

Aussi quelques copains désirant secouer l'apathie, viennent de prendre l'initiative de nous réunir dans le plus bref délai afin que nous puissions ensemble réorganiser le groupe sur des bases nouvelles et pratiques.

En assistant tous à cette première réunion, qui sera annoncée ces jours-ci dans le Libérateur, vous montrerez qu'il se trouve à Marseille des copains désireux de s'instruire et de répandre parmi eux notre idéal à tous : l'Anarchie.

Un Groupe de copains.

## Communications diverses

Groupe théâtral. — Adhésions et répétitions mercredi soir, à 20 h. 30, brasserie de la Mairie, 61, faubourg Saint-Martin. Présence de tous indispensable.

## PETITE CORRESPONDANCE

Se pide a Carbo que me envia los artículos que me habia prometidos por « le Libérateur », — Pages.

~~~~~

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : René DEVRY

Imprimerie spéciale du Libérateur
10-12, rue Paul-Lelong, Paris